

Gaston CALMETTE

Directeur-Gérant

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

POUR LA PUBLICITÉ

S'adresser, 26, RUE DROUOT
à l'HOTEL DU FIGARO

ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES

Chez MM. LAGRANGE, CERF & Co
8, place de la Bourse

SOMMAIRE

DE NOTRE

Supplément Littéraire

DE DEMAIN

FERNAND PAYEN.....	M ^e Poincaré
RAYMOND POINCARÉ.....	Vie et métier
SONIA.....	Petits cahiers
	d'une étrangère
CARLOS NOEL.....	La bourgeoisie fran-
	çaise et M. Alfred
	Capus
NICOLE.....	Le plaisir
	de se déguiser
JULIEN DE NARFON.....	L'exclusive
ANDRÉ CORTHIS.....	Au pays du Gréco
JEANNE DE FLANDREYSY	Le tombeau de Mi-
	reille aux Saintes-
	Maries-de-la-Mer
EDMOND CLERAY.....	Le robinetier
	de fontaines
	Les petits métiers
ANDRÉ BEAUNIER.....	A travers les Revues
CHEVALIER DE CUSSEY.....	« Souvenirs des Cent
	Jours et de la Res-
	tauration »
	Le livre du jour

Page Musicale

FÉLIX FOURDRAIN..... La Glaueuse

Les Ames sensibles

Parmi tant de modes de l'âme et d'affections qu'on a vues se manifester dans les mœurs, il n'en est pas de plus constante que celle qui fait que depuis fort longtemps presque tous les hommes se piquent d'être sensibles. Il en est ainsi, en fait, depuis qu'il y a une société polie et des oisifs, depuis que le règne des femmes est établi, depuis les précieuses. Tout homme d'action, en effet, est contraint de s'endurcir et une grande sensibilité serait pour lui une trop grande faiblesse. Sans doute il ne lui faut point forcément aboyer la sienne et au contraire, chez quelques-uns, cette sensibilité plus enfoncée devient plus profonde. Mais cela reste fort rare. Et il est évident, en tout cas, que la sensibilité de celui qui agit doit être réprimée; si elle intervient, elle l'affecte et le paralyse et il ne peut plus rien réaliser d'un peu continu. Ses plans sont brouillés, ses idées sont troublées par elle. L'action doit arrêter l'émotion. Ce n'est pas vainement que Napoléon tient sa petite main sur son cœur.

Cette sensibilité susceptible qui serait une infériorité pour l'homme d'action devient une qualité pour l'oisif. Celui-ci est déjà retiré de la compétition, de la lutte; ce n'est plus un homme de plein air, c'est un homme d'appartement. Il vit dans la société des femmes et rien n'affine davantage les sensations et les sentiments. La grande occupation des oisifs, cela finit toujours par être l'amour, et alors, par la grâce de leur état, ces oisifs amoureux deviennent impressionnables à ce qu'ils négocient encore, ils écoutent de la musique, ils lisent des vers puisqu'ils voudraient presque en faire. L'amour est le grand recruteur; c'est lui qui amène les hommes aux Muses. Et alors même que leur amour est révolu, ces hommes ont pris l'habitude des arts, et ils continueront à leur demander des sensations qui sont comme le prolongement de celles que l'amour leur donna. Leur âme en demeure plus étendue et plus délicate. L'homme d'action méprise les arts, comme des amusements de femme. Il sent bien que s'il subissait leur charme il en serait peut-être troublé, il risquerait de perdre cette vigueur un peu grossière qui lui est nécessaire pour réussir. Mais l'homme oisif, l'homme de société, l'homme qui vit près des femmes, celui-là tombe sous l'influence des poètes et des écrivains. A supposer même qu'il ait l'âme trop pauvre pour rien ressentir, il doit au moins recevoir d'eux ses manières de parler, sinon ses manières d'être.

Or ces écrivains et ces poètes n'ont pas cessé depuis longtemps de produire le même exemple et d'élever sans mesure leur sensibilité. C'est là tout le romantisme et il dure encore. Au-dessous du grand aveu lyrique permis seulement quand il est sublime, et lorsqu'il sort d'une âme qui interprète sans le vouloir toutes les nœuds, combien avons-nous eu de littérateurs qui se sont livrés à cette inutile divulgation de soi-même sans toujours nous plaire, sans même toujours nous intéresser! Pour vouloir étaler des sentiments, on est conduit à les simuler. La rhétorique de la sensibilité est la plus odieuse de toutes et elle abonde dans notre littérature contemporaine. Mais nous avons tellement pris l'habitude de ces expressions forcées et de ces cris indécents qu'il n'est pas rare d'entendre soutenir que les auteurs du dix-septième siècle étaient beaucoup moins sensibles que ceux du nôtre. Quelle erreur barbare! On peut affirmer, tout d'abord, qu'il n'y a jamais eu d'artistes sans une sensibilité extrême, et si l'on veut excessive, et si l'on veut — pour se servir d'un mot qu'on emploie un peu témérairement aujourd'hui — malade. Et Racine, par exemple, est bien dans ce

LE FIGARO

« Loué par ceux-ci, blâmé par ceux-là, me moquant des sots, bravant les méchants, je me hâte de rire de tout... de peur d'être obligé d'en pleurer. » (BEAUMARCHAIS.)

Abel Bonnard.

Échos

La Température

La journée d'hier, à Paris, assez bien commencée, s'est terminée par une succession d'averses qui sont tombées à partir de trois heures. Le ciel est toujours couvert, et l'atmosphère très humide encore. Cependant, la température, sur notre région, tend à se relever. Hier, à sept heures du matin, le thermomètre marquait 2° au-dessus de zéro et restait à 8° vers cinq heures du soir. La pression barométrique accusait à midi 749^{mm}.

Une dépression très profonde se trouvait hier matin au large de la Bretagne; en Irlande, le baromètre est descendu à 727^{mm}.

Des pluies sont tombées sur les îles Britanniques et l'ouest de la France. Il a beaucoup plu à Brest et à Limoges. Sur nos côtes de l'Océan la mer est très houleuse.

La température se relève dans l'ouest de l'Europe; elle est encore un peu basse dans le Centre; on notait 5° à Bordeaux et 11° à Biarritz.

En France, la température va continuer à se relever; des pluies sont probables dans l'Ouest.

(La température du 18 mars 1909 était, à Paris : 1° au-dessus de zéro le matin et 11° au-dessus l'après-midi; baromètre : 760^{mm}; quelques flocons de neige.)

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses à Maisons-Laffitte. — Gagnants du Figaro :
Prix de Fromainville: Roi de Cœur; Munster.
Prix Le-Nicham : Saint Ferreol; Celius.
Prix de Houdan : Venitien; May Weed.
Prix Delaire : Oversight; Verdun.
Prix d'Almeniches : Hudson; Gabrielle II.
Prix de Neufles : Kainardji; Kuroki.

EN ROUTE VERS LE TYRAN

★ Nous avons demandé trop fréquemment la démission de M. Simyan depuis deux ans pour nous étonner du gâchis dans lequel, après les téléphones, il a mis les télégraphes et les postes. Mais nous reconnaissons qu'aujourd'hui, et pour les quelques heures qui suivront la répression de la révolution provoquée par son incapacité, M. Simyan est « personnel sacré ». Le révoquer ou susciter sa démission, ce serait capotuler. Il représente les pouvoirs publics contre l'anarchie.

Nous sommes pour la défense des droits de l'Etat; nous sommes donc, hélas ! avec M. Simyan.

Mais combien il faut déplorer que les postes, qui ont été justement à se plaindre de ses actes, de son attitude, de son langage même, aient suivi les ordres insensés de chefs autocratiques, autrement insolents que le sous-secrétaire d'Etat de la rue de Grenelle, et n'aient pas reculé devant l'insurrection pour attirer sur leur sort l'attention du public! Rien n'excuse leur conduite.

On n'est pas, dans un intérêt privé, à ce point oublieux de l'intérêt national.

Sans égard pour le préjudice causé au pays entier, ils ont tout désorganisé en quelques heures : il n'y a plus ni téléphones, ni télégraphes, ni lettres; les sacs de correspondances sont entassés dans les bureaux désertés; dans tous les départements comme à Paris, la vie commerciale est suspendue, il n'y a plus d'échanges entre les hommes, il n'y a plus de relations entre les villes : les nouvelles de l'étranger ne parviennent même plus à la France et, au moment où les plus graves problèmes s'agitent, se compliquent ou se dénouent, nous sommes isolés du monde.

Dans quelle posture nous trouverions-nous si les événements des Balkans amenaient une conflagration qu'aucune dépêche ne nous annoncerait, et si nous avions à décider, sans télégraphie, une mobilisation militaire immédiate?

C'est une honte pour ceux qui mettent volontairement leur patrie dans de tels dangers!

Par conséquent se courber devant les prétentions d'agents de l'Etat qui commettent un tel crime envers l'Etat, ce serait la destruction de tout. Le ministre le parfaitement compris et le décret signé hier est un excellent commencement de répression.

Mais il faut que cette crise nous impose avec son salutaire enseignement la suppression d'une méthode de gouvernement qui nous conduit aux pires catastrophes.

Par sa politique de flagornerie, de faquinerie ou de discrédit, par ses lois fiscales, syndicales, prétendues sociales, la Chambre a lancé la moitié de la France à l'agression de l'autre moitié. Elle a fait appel aux sentiments les plus bas : la haine, l'envie, le soupçon, la persécution dominent tous ses discours; la haine de ceux qui possèdent, économiquement ou travaillent les réserves tous. L'inconscience ou l'ignorance s'étalent partout. Au peuple on ne parle jamais que des exploités et des exploités. On ne lui rappelle jamais ses devoirs, on lui vante toujours ses droits. Ce détestable langage, tombé chaque semaine, de la tribune française, devait produire un jour son effet. Ce jour commence à poindre, et nous n'en voyons encore que l'aurore à son début.

Puisque vous prêchez la rébellion contre tout ce qui est respectable, pourriez-vous vouloir-vous que ceux que, par flatulence, vous appelez les exploités, ne se mettent pas aussi en rébellion contre vous-mêmes?

Et ne sont-ils pas tout désignés pour s'insurger contre le favoritisme des avancements, ceux qui les connaissent si

bien, ces faveurs scandaleuses, puisqu'ils ne sont en réalité que vos créatures révolées et qu'ils ne tiennent leur emploi que de vos recommandations électorales ou de vos marchandages de votes.

Et puis quel prestige peuvent avoir dans le règlement de ces revendications ceux que le hasard des intérêts ou des calculs parlementaires a mis à la tête de ces milliers de travailleurs? Pour diriger la colossale administration des postes, des télégraphes et des téléphones on est allé chercher un M. Simyan, obscur médecin d'une campagne ignorée, et on l'a placé, avec toute son ignorance, à la tête de la plus délicate entreprise commerciale de l'Etat, dans l'unique but de donner, par un siège de demi-ministre, une satisfaction matérielle et morale à tel ou tel groupe de la majorité!

Ce sont là les réflexions décevantes que chacun fait avec tristesse!

Alors le jour où cette armée de petits fonctionnaires massifs, menacés d'outrages, réclame, raisonne ou déraisonne, tout semble perdu, puisque tout est déjà bouleversé, presque détruit. C'est la résultante logique de la politique de nos législateurs aveugles. Un couvercle se soulève et les maux déchainés se répandent comme un torrent qui peut tout détruire.

Si l'on n'y prend garde, tout sera détruit en effet. Par la faute d'un parlementarisme mal compris et encore plus mal appliqué, le parti révolutionnaire deviendra le maître des destinées de la France. Ou bien, dans le désarroi moral du pays, la foule écumée par les tyrannies anonymes réclamera un sauveur, et revêtira tout à coup d'une puissance mystérieuse et fanatique un chef dont la mission sera de reconstruire au moins quelques étages de l'édifice abattu. Ce prestigieux architecte de demain sera-t-il Clemenceau, le grand démolisseur de la veille? sera-t-il Briand, Napoléon ou tel autre? Le nom est encore ignoré, insoupçonné, mais le souhait pour l'arrivée de l'homme est presque fait. La France aura bientôt besoin d'un bon tyran. — Gaston CALMETTE.

A Travers Paris

Le Président de la République et Mme Fallières offriront jeudi prochain le second bal de l'Élysée.

Il est un poste que la grève des télégraphistes n'atteindra sûrement pas, et qui, si cette grève durait, éviterait l'isolement complet de Paris : c'est le poste militaire de télégraphie sans fil du Champ-de-Mars, qui, par ses antennes de la tour Eiffel, nous assure déjà des communications avec Londres, Berlin et presque toutes les capitales de l'Europe.

Nous sommes allés visiter hier les travaux de construction du nouveau local qui lui est réservé, en souterrain, au centre du Champ-de-Mars. Ces travaux sont très avancés.

Les appareils de grande puissance dont sera muni le nouveau poste militaire de télégraphie sans fil du Champ-de-Mars permettront d'échanger des radiotélégrammes non plus seulement avec l'Europe, mais, nous dit-il un des officiers télégraphistes, avec le monde entier.

M. Bouvard a présenté hier à M. de Selves et au conseil de direction des travaux de Paris un plan de transformation de la promenade du Cours-la-Reine, entre le pont des Invalides et le pont de l'Alma, qui a été adopté avec le plus vif empressement.

C'est de l'emplacemement des fameuses serres, aujourd'hui démolies, qu'il s'agit.

Au centre, nous a dit M. Bouvard, il y aura une série de terrasses superposées, reliées par des escaliers et des pentes gazonnées, et qui s'étendront jusqu'au bord de la Seine. A droite et à gauche, deux terrains de jeux, pour le tennis, le football, etc. Je ne prévois d'ailleurs plus aucun square dans Paris sans terrain de jeux : les enfants méritent bien qu'on ne les oublie pas plus que les grandes personnes. Enfin, en descendant et au delà des terrains de jeux du Cours-la-Reine, nous ferons des jardins à la française.

Ces jardins et les terrasses fleuries ne subiront aucune transformation lors des expositions florales de printemps et d'automne qui les couvriront seulement de serres volantes dont les corps principaux occuperont à ce moment les terrains de jeux.

Tel est le projet que je compte mettre à exécution sans retard : on commencera les travaux ces jours-ci, et j'espère qu'avant l'automne le nouveau Cours-la-Reine sera terminé et ouvert au public.

Une perspective désagréable.

Notre pauvre mappemonde est, paraît-il, exposée à un bouleversement prochain de toutes les conditions d'existence.

C'est le célèbre professeur Lowell, si connu par ses études sur la planète Mars, qui nous annonce cette pénible nouvelle. Et ce ne sera pas une catastrophe brusquée, mais une agonie prolongée due à la chute d'une étoile sur le soleil. Etoile traîtresse, s'il en est une, puisqu'elle se dissimule dans le manteau d'une effrayante obscurité.

Nous aurons cependant du temps devant nous pour nous préparer à cette pénible éventualité. La venue de cet astre noir se fera sentir quatorze années avant son choc avec le soleil. Mais, à partir de cette époque, des conditions de la vie actuelle subsisteront seuls le jour et la nuit.

Les saisons, les climats, la terre ferme,

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr^t)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102.46 — 102.47 — 102.49

ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
Seine et Seine-et-Oise.....	45	80	160
Départements.....	48	85	170
Union postale.....	21	40	80

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

d'hui un sens exactement contraire à celui qu'elle avait jusqu'ici.

Bizarrie :
Les télégraphistes reprochent au sous-secrétaire d'Etat de ne pas avoir été civil avec eux, et cela leur vaut d'être remplacés par des militaires.

Étrange époque : Aujourd'hui acheter des timbres-poste devient un luxe inutile!

— Que dit M. Viviani?
— Il blâme la grève comme ministre.
— Mais il l'approuve comme socialiste.
— Alors que fait-il?
— Rien!

Le Masque de Fer.

POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES

La Grève continue

L'action gouvernementale

Malgré les engagements qu'avaient pris en leur nom des meneurs sans mandat, les facteurs ne se sont pas mis en grève hier. D'eux seuls dépendait une aggravation du mouvement, puisque les agents de toute catégorie chôment déjà depuis deux jours. Il serait prématuré de croire à une détente. Sans doute, grâce aux mesures qu'a prises le gouvernement, un service de fortune a pu être établi. Mais il s'en faut de beaucoup qu'il suffise aux exigences du public.

Un certain optimisme semble être revenu dans les sphères officielles, où on envisage déjà, sans oser l'avouer encore, l'expression de la fin possible du mouvement.

Aussi bien, le cabinet paraît décidé à livrer bataille.

Il y a eu hier deux Conseils des ministres exclusivement consacrés à la grève. Dans les deux Conseils on a examiné les mesures à prendre pour atténuer les effets désastreux de la grève sur la vie sociale troublée et compromise par ces mouvements syndicalistes intolérables.

Dans la première réunion ministérielle, qui s'est tenue dans la matinée, à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières, on a décidé d'employer la troupe pour assurer le service des correspondances postales.

Puis une discussion assez longue s'est engagée sur les mesures qu'il convenait de prendre, soit pour contraindre des fonctionnaires en révolte à respecter le contrat qu'ils ont librement consenti, soit pour appliquer les peines disciplinaires aux agents qui ont cessé le travail.

Diverses mesures ont été proposées : une entre autres qui eût consisté à mobiliser comme en temps de guerre, les agents des postes. Mais cette proposition a soulevé de nombreuses objections et elle a été écartée par la majorité du Conseil.

L'opinion qui a prévalu a pour but de réviser les décrets existants qui subordonnent la révocation des agents ayant encouru cette peine, à raison de fautes personnelles, à la convocation préalable de conseils de discipline qui exigent des délais plus ou moins étendus.

Mais le Conseil des ministres ne pouvant trancher cette question dans la matinée, les administrations compétentes devant être consultées, a remis sa décision au Conseil suivant.

La deuxième réunion des ministres a eu lieu à six heures.

MM. Barthou et Simyan ont exposé de nouveau la situation générale. Il résulte des renseignements qu'ils ont apportés au Conseil qu'un grand nombre de dames employées au Central télégraphique n'avaient quitté le travail qu'en raison des menaces, des injures et des violences dont elles étaient l'objet de la part des agents grévistes. Deux cents d'entre elles environ ont repris le travail.

Le service télégraphique est à jour, mais il faut noter que le nombre des télégrammes déposés est de beaucoup inférieur à la normale. Le service postal est organisé avec le concours de la troupe.

Un grand nombre d'industriels et de négociants lésés par l'interruption des services ont offert de mettre à la disposition de l'administration une partie de leur personnel pour assurer la distribution des lettres et des télégrammes.

Le comité de la grève a fait savoir au gouvernement qu'il était prêt à lui fournir huit télégraphistes pour la transmission des télégrammes diplomatiques. Cette offre sera déclinée et le sous-secrétaire d'Etat aux postes répondra aux grévistes qu'ils ont attendu trop longtemps, que l'administration a pris les mesures nécessaires et qu'elle est en état de se passer de leurs services.

Enfin, ces explications fournies par les ministres intéressés, le Conseil a repris sa discussion de la matinée sur l'application des sanctions disciplinaires aux agents en grève.

L'accord s'est rapidement établi, et M. Barthou, ministre des travaux publics et des postes et télégraphes, a soumis à la signature du Président de la République un décret attribuant au ministre des postes et au sous-secrétaire d'Etat, en cas de refus collectif ou concerté de service, le droit de prononcer directement les peines disciplinaires.

Cette disposition additionnelle comble

une lacune des décrets de 1901 et 1906 dont les garanties restent, hors les cas de grève, acquiescées au personnel.

Vici, au surplus, le décret que le Journal officiel publiera aujourd'hui et le texte du rapport qui précède le décret :

Paris, le 18 mars 1939.

Monsieur le Président,

Le décret du 16 novembre 1901, qui a institué un sous-secrétariat des postes et des télégraphes, a été modifié par le décret du 9 juin 1906, qui a modifié la compétence de ce conseil et créé des conseils régionaux, ont eu pour but d'accorder au personnel des services extérieurs de l'administration postale les garanties nécessaires d'une impartiale justice, en lui donnant la connaissance complète des dossiers disciplinaires, en lui fournissant les moyens de se défendre en toute liberté et en faisant entrer dans les conseils des représentants élus de la catégorie à laquelle appartient l'agent poursuivi.

Mais, dans la pensée de l'administration des conseils de discipline affectés à l'examen des fautes professionnelles ou des écarts individuels ne pouvait être appelée à formuler un avis sur la cessation concertée du service. L'idée d'une semblable grève aurait paru intolérable au personnel qui proclamait l'attachement absolu à ses devoirs et affirmait sa volonté de les remplir.

Malheureusement, les incidents actuels démontrent ces prévisions optimistes et montrent qu'il est indispensable d'affirmer d'une manière précise les droits du ministre en présence d'une situation qui met en péril un service public essentiel.

On ne saurait, en effet, tolérer qu'un grand service public, comme celui des postes, des télégraphes et des téléphones, soit interrompu même partiellement et qu'une défection concertée du personnel jette le trouble dans la vie économique du pays, menace ses intérêts généraux et, en supprimant les relations avec l'étranger, risque même de compromettre la défense nationale.

Un pareil état de choses crée au gouvernement des devoirs et des responsabilités auxquels il ne peut se soustraire.

Il n'est pas question de porter atteinte aux garanties que les décrets de 1901 et de 1906 ont accordées au personnel, et qui sont si étendues au point de vue de la procédure et de la défense qu'aucune autre administration de l'Etat n'en comporte de plus importantes ; il s'agit seulement d'appliquer à une situation exceptionnelle une procédure particulière.

Il importe que le ministre puisse sans délai prononcer d'office, et sous sa responsabilité, les peines nécessaires pour réprimer l'indiscipline collective et assurer l'exécution d'un service public indispensable à la vie de la nation.

En conséquence, j'ai l'honneur, monsieur le Président, de soumettre à votre haute approbation le projet de décret ci-joint ayant pour objet d'insérer dans le décret du 9 juin 1906, un article additionnel donnant le droit au ministre, en cas de refus de service collectif ou concerté, de prononcer les peines disciplinaires qui lui paraissent nécessaires.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,

Voici le texte du décret :

Le Président de la République française,

Vu le décret du 23 avril 1883 organisant les services extérieurs de l'administration des postes et des télégraphes ;

Vu les décrets du 16 novembre 1901 et du 9 juin 1906, instituant un sous-secrétariat des postes et des télégraphes des conseils de discipline ;

Sur la proposition du ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,

Décrète :

Article 1^{er}. — Le décret du 9 juin 1906 est complété ainsi qu'il suit :

Art. 11 bis. — En cas de refus collectif ou concerté de service, les peines de 2^e et 3^e degré sont prononcées directement par le ministre ou par le sous-secrétaire d'Etat, conformément aux distinctions édictées par l'article 4.

Art. 12. — Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 18 mars 1939.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics, des postes et des télégraphes,

Louis Barthou.

Ces décisions, qui marquent la volonté bien arrêtée du gouvernement de ne pas céder à la violence de fonctionnaires en révolte, feront-elles rentrer dans le devoir, et dans l'ordre les agents des postes ? On peut l'espérer.

Dans la soirée, en effet, les grévistes manifestaient du découragement. Des députés qu'ils avaient vu leur avaient expliqué qu'ils ne pouvaient se séparer du gouvernement dans une question qui engage des principes essentiels.

Tant que vous serez en révolte, nous devrons défendre Simyan, leur a-t-on dit. Et ceux qui seront révoqués d'ici là, le resteront.

Ces paroles répétées dans les milieux grévistes, malgré l'énergie des attitudes et des ordres du jour, inclinaient beaucoup d'employés à la sagesse.

A la Chambre

C'est aujourd'hui que s'engagera, devant la Chambre, le débat sur la grève des postiers.

On pense qu'il sera long et assez vif. A l'interpellation de M. Alfred Leroy, vient s'ajouter celle de M. Massabau, qui veut, comme son collègue du Nord, demander au gouvernement quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à la situation présente.

On annonce comme probable l'intervention d'un grand nombre d'orateurs, et notamment celle de M. Violette, qui, lui-même, on s'en souvient, lors de l'incident auquel donna lieu la mise en disponibilité de l'ami Garmet, mettra en péril le cabinet. D'autres interventions se produiront encore, au cours desquelles M. Simyan sera quelque peu malmené.

Mais l'issue du débat ne fait pas de doute. L'opinion parlementaire est particulièrement irritée contre les employés des postes dont la grève ne paraît nullement justifiée, et le gouvernement peut être certain de son ordre du jour de confiance.

Quelle en sera la formule ? C'est ce que la délégation des gauches, qui est convoquée pour aujourd'hui, à une heure, essaiera d'établir.

Enfin, au début de la séance, MM. Combarrou, Décker-David, Rose, déposeront une proposition de loi pour la quelle ils demanderont l'urgence et la discussion immédiate.

En voici le texte :

Article premier. — Les délais dans lesquels doivent être faits les procès et tous actes conservant les recours, pour toutes valeurs négociables souscrites avant la promulgation de la présente loi, sont prorogés jusqu'à la

reprise normale des services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

Le remboursement ne pourra pas être demandé aux endosseurs et autres obligés jusqu'à la reprise de ces services.

Les intérêts seront dus depuis l'échéance jusqu'au paiement.

Art. 2. — Tous les délais d'opposition d'appel et en général tous les délais de forclusion sont prorogés de la même manière et dans les mêmes conditions.

Art. 3. — Un décret fera connaître la date de la reprise normale des services.

Grévistes et Travailleurs

Le seul incident sérieux qui ait marqué la journée d'hier a eu lieu dans la matinée, à la recette principale des postes, rue du Louvre. La recette principale est, pour les lettres, un organisme centralisateur à peu près semblable à celui qu'est, pour les télégrammes, le bureau de la rue de Grenelle.

Or, à sept heures, les facteurs des imprimés se rendirent dans la salle des lettres. On sait que les facteurs des imprimés sont en grève. Aussi désiraient-ils très vivement que leurs collègues des lettres les imitassent. C'est naturel. Ainsi les employés du central télégraphique ont fait tous leurs efforts pour débaucher les employés. Depuis le premier jour, le même argument, toujours répété, a servi avec le même succès : « Si nous nous révoltons tous, on ne pourra punir personne ».

Mais les facteurs des lettres ne paraissent point très disposés à suivre le mouvement. Pour cette raison d'abord, que les agents et les sous-agents n'entretiennent pas, les uns avec les autres, des rapports extrêmement amicaux. La « grande famille postale », c'est-à-dire la dénomination illusoire. Elle est applaudie dans les banquets, et aussi dans les meetings. Mais le fait est que les agents méprisent un peu les sous-agents, les quels, en retour, les jalourent.

En outre, les sous-agents sont groupés en deux organisations différentes. Celle que nous citerons d'abord est le syndicat des sous-agents. A ce syndicat appartiennent les révolutionnaires, que dirige le citoyen Grangier, facteur révoqué depuis trois ans, orateur fougueux, ancien candidat aux élections municipales, et marchand de vin.

C'est le citoyen Grangier qui est venu, avant-hier, au meeting du manège Saint-Paul, assurer les employés du concours des facteurs. Mais le syndicat qu'il mène ne réunit qu'une infime minorité des sous-agents. La majorité appartient à l'Association générale des sous-agents des postes, télégraphes et téléphones.

Cette Association est assez modérée dans ses tendances. Elle vient d'intervenir dans le mouvement par une lettre adressée à M. Barthou, et rendue publique. Dans ce document, elle se plaint surtout que le ministre ne fasse pas un plus fréquent appel aux concours des Associations générales. Elle conclut en ces termes :

C'est parce que l'Association générale des sous-agents a toujours conservé son sang-froid, même dans les moments les plus difficiles, qu'elle vous demande, monsieur le ministre, d'oublier le passé et l'heure présente en vous engageant personnellement à instaurer un milieu administratif nouveau, en reconnaissant dans tous vos subordonnés des hommes loyaux et fidèles à leurs devoirs professionnels et aux institutions républicaines.

L'Association générale des sous-agents vous reconnaissant de cet acte de justice et de bonne administration.

Ce ton n'est pas celui de M. Grangier. Donc les facteurs des imprimés se rendirent dans la salle des lettres et commencent à manifester violemment.

Vous pensez si M. Simyan fut inspué. Et vainement M. Serres, receveur principal, accouru en hâte sur les lieux du vacarme, essaya de calmer les perturbateurs. Ceux-ci continuèrent à crier de toute leur gorge, et lorsque, à neuf heures, les facteurs de la deuxième brigade arrivèrent, ils ne purent procéder au tri des lettres.

M. Serres invita les grévistes à sortir. Nul ne bougea. Alors M. Serres requit le capitaine de garde, et, en sa compagnie, répéta son injonction.

Puis un certain Bernachon, facteur, — et celui-là même qui proclama la grève de 1906 — prit la parole. Tout d'abord il énuméra les revendications du personnel. Puis, il déclara qu'il quitterait la salle à midi.

Notre subtil but, dit-il, est d'empêcher la distribution de midi.

M. Serres se jeta dans une automobile, et alla conférer avec M. Simyan. Le résultat de cette conférence fut celui qu'on pouvait attendre. Au bout d'une demi-heure, M. Serres revenait à l'hôtel des Postes, accompagné de M. Lépine, de M. Tourny, de cent cinquante gardes républicains et de cinquante agents. Les gardes s'arrêtèrent dans la cour. Les agents montèrent l'escalier et expulsèrent avec une grande rapidité les facteurs des imprimés, et 75 facteurs de lettres qui avaient écouté leurs exhortations, et menaient grand bruit. Au bout de dix minutes, le calme était revenu.

La distribution des lettres s'opéra à peu près normalement au cours de l'après-midi. Aujourd'hui, les facteurs seront escortés par des fantassins en armes. Des soldats distribueront les imprimés.

Devant l'hôtel des Postes, les facteurs expulsés tentent de se livrer à une manifestation. M. Lépine leur ordonna de se retirer. Ils obéirent. Une automobile qui arrivait à toute allure faillit écraser une femme et deux enfants. Le préfet put l'arrêter. Il avait pris dans ses bras un des enfants. Ce fut le seul incident qui mérite d'être signalé.

Et le télégraphe ?

On a vu, dans le compte rendu du Conseil des ministres, que le gouvernement a refusé le concours de huit employés que le comité de grève mettait généreusement à sa disposition pour transmettre et recevoir les dépêches diplomatiques.

En effet, le gouvernement n'a pas besoin de huit employés. Le service est assuré tant bien que mal par les sapeurs du génie et puis par deux cents dames télégraphistes. Ces deux cents dames télégraphistes sont celles qui avaient fui le bureau parce que les meneurs les avaient persuadées qu'elles « sauteraient ».

Les sapeurs du génie travaillent de leur mieux. Et l'on déclare, au sous-

secrétariat des postes, que le « service fonctionne normalement ». Ne nous laissons pas d'accepter cette affirmation.

Toutefois le service des journaux est assuré. Nous avons reçu cette nuit, à minuit, une dépêche partie de Berlin à onze heures. C'est presque un record.

En tout, il nous est parvenu, hier, environ trois mille mots de dépêches, alors que la veille il ne nous en était parvenu que quatre-vingt-onze.

L'Agence Havas a reçu de nombreux télégrammes.

Cent agents veillent aux portes du bureau de la rue de Grenelle.

Voici, communiqué par le sous-secrétariat des postes, la liste des bureaux de l'étranger et de province qui sont maintenant reliés au Central de Paris :

Berlin, Mulhouse, Londres, Vienne, Bruxelles, Anvers, Madrid, Bâle et Zurich.

Lille, Roubaix, Soissons, Amiens, Laon, Avesnes, Arras, Fournies, Béthune, Saint-Quentin, Boulogne-sur-Mer, Saint-Ouen, Langres, Nancy, Troyes, Cambrai, Epinal, Lunéville, Dunkerque, Mézières, Tourcoing, Rennes, Angers, Vannes, Lorient, Le Havre, Le Mans, Brest, Bordeaux, La Rochelle, Auch, Tarbes, Lyon, Saint-Etienne, Orléans, Montpellier, Béziers.

En outre, tous les bureaux de Paris sont reliés entre eux.

Dans la petite et la grande banlieue, quatre bureaux seulement ne communiquent pas avec le Central : Nanterre, Levallois, Beauvais, Fontainebleau.

Il est vrai de dire que les grévistes démentent ces chiffres. Ils nient même que deux cents télégraphistes travaillent au Central. Et pourtant le fait est incontestable.

Le téléphone n'a marché que pendant la soirée. Au bureau de Gutenberg, qui est, comme nous l'avons déjà dit, le plus important, les employés ont pratiqué hier matin, le système « des bras croisés ». A neuf heures, les chefs de service les ont poliment priées de partir. Et quatre-vingts surveillantes ont essayé, sans grand succès, de remplacer cinq cents grévistes.

Le plus grave problème que l'administration ait à résoudre est celui du départ des lettres, qui s'accumulent dans les gares. Il a fait appel au concours de l'armée. Des équipes de soldats ont commencé le tri des lettres. Il est inutile de donner la statistique des déflections qui se sont produites parmi les ambulants. Les grévistes la communiquent chaque jour avec régularité. Il en ressort que le service n'est pas assuré. On le sait. Pourtant, M. Nivoit, directeur du bureau central des ambulants, affirme qu'il assurera aujourd'hui le départ de tous les courriers. Et d'autre part un certain nombre de chefs de bureaux ambulants ont prié hier l'administration de leur indiquer quelle conduite ils auraient à tenir, si des grévistes demandaient à reprendre le travail. Cette démarche est interprétée dans un sens favorable.

Dans les bureaux de Paris, (y compris la recette principale), 853 employés sédentaires sont en grève. C'est le chiffre fourni par l'administration qui ajoute : « Le service marche... ». Il faut dire : « Le service marche un peu ».

LES MEETINGS

A P. A. G.

Voici, à titre de document, les déclarations que l'Association générale des agents, parlant au nom des grévistes, oppose aux déclarations qu'a faites le gouvernement :

« Le gouvernement fait dire par les agences que les agents des postes n'auraient pas dû se mettre en grève avant d'avoir épuisé tous les moyens de conciliation ».

« Il faut cependant rétablir les faits. Après le départ de plusieurs rapports adressés au ministre et au sous-secrétaire d'Etat par l'A. G., le Parlement a été saisi, par deux fois, de la question du « tiercement ».

« Par deux fois, la même majorité, trompée par les déclarations mensongères de M. Simyan, s'est prononcée aveuglément contre les intéressés, non sans leur manifester d'ailleurs une réelle hostilité ».

« Il en fut de même au sujet du déplacement brutal et injustifié de trois cents receveurs et receveuses. La Chambre ne nous pardonne pas nos véhémentes protestations contre l'intrusion de la politique d'arrondissement dans les questions administratives. Elle veut, à tout prix, maintenir les employés de l'Etat dans une suggestion étroite, et en faire de véritables courtiers électoraux ».

« Forts de notre bon droit, nous avons fait appel à un arbitrage du ministre des travaux publics. Celui-ci nous a reçus après un mois d'attente. Après discussion et devant l'intransigence de M. Simyan, M. Barthou, sans contester le bien fondé de nos plaintes, nous a fait connaître qu'il ne pouvait intervenir. La situation à ce point de vue était donc sans issue ».

« Par une malveillance systématique, par des grossièretés et des injures adressées à nos chefs et à nos camarades, notamment aux représentants des associations, M. Simyan avait provoqué dans tout le personnel postal les plus vifs ressentiments. Une série d'actes arbitraires récents devait porter à son comble notre exaspération... »

« Demain la Chambre va se prononcer sur notre attitude ».

« Faudra-t-il encore une fois que le bon droit et la justice soient sacrifiés à des intérêts politiques ? »

« Faudra-t-il que l'honneur d'un personnel probe et laborieux cède le pas à une prétendue raison d'Etat ; notre travail a une importance que nul ne peut méconnaître. Nous ne sommes pas des parasites. Est-il excessif que nous demandions à être respectés ? »

« Quoi qu'il advienne, nous sommes fermement résolus à résister jusqu'au bout. Le sentiment de solidarité qui unit aujourd'hui environ cent mille travailleurs dans un même élan de réprobation, nous conduira à la victoire ».

« Sur une question d'honneur de vrais Français, de vraies Françaises, ne transigez jamais ! »

LES sous-agents

Les sous-agents des postes se sont réunis, hier soir, au manège d'Orléans, rue Lhomond, au nombre de trois mille environ.

M. Barbut, secrétaire général du Syndicat, prend la parole.

« La réussite est certaine, dit-il, si nous savons nous organiser. La situation est grave. Nous combattons, en somme, contre un ministère. Il faut que chacun prenne sa part de responsabilité ».

Mlle Ramond, des employées, félicite les sous-agents et annonce que les dames du téléphone, hésitantes d'abord, font effectivement grève.

M. Vallée, des ambulants, exhorte les sous-agents à lutter énergiquement.

Il annonce qu'à Lyon la grève postale est presque générale. Les grévistes ont même fait un formidable monôme dans les rues et ont été acclamés par la population.

« Les commerçants sont avec nous et vont former un comité pour nous soutenir, assure-t-il froidement ».

Mlle Roulier, déléguée des téléphones, vient dire combien ses camarades font grève avec enthousiasme.

A Gutenberg, dans le baraquement, il n'y a pas une fenêtre pour donner de l'air à 2.000 téléphonistes. Pour ma part, je préférerais être domestique chez les autres que dans l'administration que dirige M. Simyan.

Après un discours de M. Grangier, les sous-agents votent par acclamation la continuation de la grève. Il est à remarquer que le vote d'avant-hier, tout aussi formel, n'avait pas été suivi d'effet.

Les ouvriers des lignes

Le syndicat des ouvriers des lignes télégraphiques avait réuni ses membres, hier soir, salle de l'Égalité.

Près de deux mille ouvriers avaient répondu à l'appel du syndicat.

MM. Patron et Chobeaux exposent la situation aux assistants et les laissent libres de prendre telle décision qu'ils jugeront utile.

Les ouvriers des lignes ont voté d'enthousiasme la grève immédiate.

Aussitôt des ordres ont été lancés par téléphone dans toute la France. Nous disons bien par téléphone : le téléphone admirablement marché pour les ouvriers grévistes.

En outre, des ouvriers sont partis en province avec les lettres et les communications des agents, des sous-agents et des ouvriers.

En fin de séance, un ordre du jour de solidarité a été adopté.

Après un long réquisitoire contre M. Simyan : « Nous quittons les ateliers à Paris, déclarent-ils. Dès aujourd'hui les camarades de province quittent également les leurs. Nous n'y rentrerons que lorsque le régime d'arbitraire que nous subissons aura disparu, et quand nous aurons l'assurance que pas un seul de nos camarades ne sera touché ».

« Donc plus de frontières entre les diverses catégories du personnel des P. T. T. Plus de divisions entre agents, sous-agents, dames-employées et ouvriers ».

Etc.

M. Barbut, secrétaire général du Syndicat, prend la parole.

« La réussite est certaine, dit-il, si nous savons nous organiser. La situation est grave. Nous combattons, en somme, contre un ministère. Il faut que chacun prenne sa part de responsabilité ».

Mlle Ramond, des employées, félicite les sous-agents et annonce que les dames du téléphone, hésitantes d'abord, font effectivement grève.

M. Vallée, des ambulants, exhorte les sous-agents à lutter énergiquement.

Il annonce qu'à Lyon la grève postale est presque générale. Les grévistes ont même fait un formidable monôme dans les rues et ont été acclamés par la population.

« Les commerçants sont avec nous et vont former un comité pour nous soutenir, assure-t-il froidement ».

Mlle Roulier, déléguée des téléphones, vient dire combien ses camarades font grève avec enthousiasme.

A Gutenberg, dans le baraquement, il n'y a pas une fenêtre pour donner de l'air à 2.000 téléphonistes. Pour ma part, je préférerais être domestique chez les autres que dans l'administration que dirige M. Simyan.

Après un discours de M. Grangier, les sous-agents votent par acclamation la continuation de la grève. Il est à remarquer que le vote d'avant-hier, tout aussi formel, n'avait pas été suivi d'effet.

Les ouvriers des lignes

Le syndicat des ouvriers des lignes télégraphiques avait réuni ses membres, hier soir, salle de l'Égalité.

Près de deux mille ouvriers avaient répondu à l'appel du syndicat.

MM. Patron et Chobeaux exposent la situation aux assistants et les laissent libres de prendre telle décision qu'ils jugeront utile.

Les ouvriers des lignes ont voté d'enthousiasme la grève immédiate.

Aussitôt des ordres ont été lancés par téléphone dans toute la France. Nous disons bien par téléphone : le téléphone admirablement marché pour les ouvriers grévistes.

En outre, des ouvriers sont partis en province avec les lettres et les communications des agents, des sous-agents et des ouvriers.

En fin de séance, un ordre du jour de solidarité a été adopté.

Après un long réquisitoire contre M. Simyan : « Nous quittons les ateliers à Paris, déclarent-ils. Dès aujourd'hui les camarades de province quittent également les leurs. Nous n'y rentrerons que lorsque le régime d'arbitraire que nous subissons aura disparu, et quand nous aurons l'assurance que pas un seul de nos camarades ne sera touché ».

« Donc plus de frontières entre les diverses catégories du personnel des P. T. T. Plus de divisions entre agents, sous-agents, dames-employées et ouvriers ».

Etc.

A travers la grève

J'ai vu, le matin, un facteur qui, la tête baissée, se précipitait vers le bureau de la rue de la Harpe.

Le kèpi sur l'oreille, sortait du métro et, se dandinant, marchait doucement vers le Bois. Je lui ai dit :

— La grève, alors ?

— Il faut un signe de tête.

— Vous ne vous joignez pas à vos camarades, qui vont débaucher les travailleurs ?

Mais ce philosophe, quittant sa cigarette, répliqua :

— Moi, si je fais grève, c'est pour me reposer.

Je suis entré dans un bureau de poste, celui de la rue Joffroy. Le receveur lui-même et un employé étaient assis derrière le haut comptoir de chêne clair. Dans les profondeurs du bureau, parmi les innombrables casiers et les tables où se manipulent les lettres, cinq ou six autres employés en longues blouses regardaient avec une mélancolie désespérée l'amoncellement des enveloppes que de candides citoyens ne cessent pas de confier aux boîtes.

Je désirais un timbre et le demandai poliment à l'employé. Celui-ci, désolé de l'incident précédent, s'était jeté soudain, en m'apercevant, en des écritures extrêmement compliquées, et il était absorbé au point qu'il n'entendait point ma question deux fois répétée. Mais, à l'autre bout du bureau, le receveur me fit un signe ; il me tendit un timbre, et, à mi-voix :

— Il ne faut rien leur dire. Celui-ci est encore bien gentil d'être venu.

J'étais seul à représenter la foule.

Le public, qui sait ce qui l'attend, ne s'aventure plus dans les bureaux. De temps en temps seulement, un curieux pousse la porte, contemple en souriant le désert, et s'en va.

Rue de Grammont, je demande à un employé, assis, les bras croisés, à sa place :

— Les pneumatiques partent-ils ?

— Oui. Les « tubistes » ne sont pas encore en grève.

— Alors voulez-vous me donner un bleu ?

— Ah ! non. Ils parlent, mais je n'en vends pas.

— Mais vous n'êtes pas en grève ?

— Non, puisque me voilà ici.

— Alors ?

— Alors je ne marche pas.

A L'ÉTRANGER

M. Benoist, président de la Chambre de commerce française à Londres, interviewé par le Standard, a déclaré que les commerçants français de Londres sont préoccupés sérieusement par la possibilité d'une prolongation de la grève des employés des postes français. Estimant qu'il serait de l'intérêt des commerçants français de se solidariser, il a été décidé, dans le cas où il serait nécessaire de faire la transmission par message, de désigner une personne qui serait chargée de porter la correspondance de toutes les maisons intéressées, de façon à réduire les dépenses.

D'autre part, la fédération des agents des postes anglais dément qu'elle ait offert 1.000 livres sterling aux grévistes postiers français.

On se souvient que pareil démenti fut donné hier par le syndicat des Agents moyens des postes et télégraphes de l'Empire allemand.

Les grandes maisons de banque de Berlin ont pris une décision identique à celle de la Chambre de commerce française de Londres. Elles ont décidé hier soir d'expédier un courrier spécial à Paris, porteur de leur correspondance à destination de Paris.

(Par téléphone de notre correspondant)

Bruxelles suit avec une réelle inquiétude la grève des postiers parisiens. L'arrêt des services télégraphiques nous empêche de demander confirmation des nouvelles pessimistes qui surviennent

comte de Bucy, le comte de Frawenberg, le comte de Martimprey, de Romecourt, MM. de Sottiaux, le comte d'Hennessy, le comte de Vaugrand, et un grand nombre d'officiers de toutes armes et de tous grades.

— M. Jules Sauvaire, huissier près le Tribunal civil de la Seine, vient d'avoir la douleur de perdre sa femme, décédée dans sa quarante-huitième année. Les obsèques auront lieu ce matin, à dix heures et demie, en l'église Saint-Vincent-de-Paul. On se réunira à la maison mortuaire, 19, boulevard Montmartre.

— Nous apprenons la mort : — De Mme la vicomtesse de Wall, décédée à Saintur, à l'âge de quatre-vingt-un ans ; — De M. Edmond Delay, lieutenant-colonel d'artillerie en retraite, officier de la Légion d'honneur, décédé à Paris dans sa soixante-septième année ; ses obsèques auront lieu à Sétif (Algérie).

Ferrari.

Le Concours hippique

L'ordre journalier des opérations du Concours vient d'être définitivement réglé ainsi : Samedi 20 mars. — Arrivée et examen des chevaux de classes.

Dimanche 21 mars, Midi. — Prix internationaux. Chevaux de trait attelés. — 2 h. 1/2 : Prix d'Essai. Obstacles.

Lundi 22 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — 2 h. 1/2 : Prix des Habits rouges. Obstacles.

Mardi 23 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — Midi : Examens d'équitation. — 2 h. 1/2 : Prix de la « Préservatrice ». Obstacles.

Mercredi 24 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — Midi : Examens d'équitation. — 2 heures : Prix internationaux. Equipages de maître. Attelages à un cheval. — 3 h. 1/2 : Prix de la « Prévoyance ». Obstacles.

Jeudi 25 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — Midi : Examens d'équitation. — 2 h. 1/2 : Prix de l'Omnium. Obstacles.

Vendredi 26 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — Midi : Examens d'équitation. — 2 heures : Prix des Dames. Obstacles.

Samedi 27 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — 2 heures : Prix La Haye-Jousselin. Obstacles.

Dimanche 28 mars, 2 heures. — Musique. — 2 h. 1/2 : Prix Juigné. Parcours de chasse.

Lundi 29 mars, 9 h. 1/2. — Chevaux attelés seuls. — 2 h. 1/2 : Prix internationaux. Equipages de maîtres. Attelages à deux chevaux. — 4 heures : Coupe offerte par l'« International Horse Show » de Londres.

Mardi 30 mars, 8 h. 1/2. — Examens de dressage et de manège. — 9 h. 1/2 : Chevaux attelés seuls. — 2 h. : Prix internationaux. Chevaux de selle « Hunters ». — 3 h. 1/2 : Prix du Conseil général de la Seine (ancien prix de l'Élevage). Obstacles.

Mercredi 31 mars, 9 h. 1/2. — Primes d'appareillement. — Midi : Examens d'équitation (A. F. F.). — 2 h. : Handicap. Obstacles.

Jeudi 1^{er} avril, 8 h. 1/2. — Examens de dressage et de manège (attelages). — 9 h. 1/2 : Primes d'appareillement. — Midi : Examens d'équitation. — 2 heures : Prix des régiments. Obstacles. Officiers.

Vendredi 2 avril, 9 h. 1/2. — Présentation des chevaux de selle des remontes (1^{re} catégorie). — Midi : Examens d'équitation. — 2 h. 1/2 : Présentation des chevaux de selle des remontes (2^e catégorie). — 3 h. 1/2 : Championnat du cheval d'armes. Obstacles.

Samedi 3 avril, 9 heures. — Examen des chevaux de selle par la commission d'admission. — 10 heures : Primes d'appareillement. — 2 h. 1/2 : Prix des Ecoles. Obstacles. — 4 heures : Prix des Régiments. Obstacles. Officiers.

Dimanche 4 avril, midi. — Examens d'équitation. — 1 h. 1/2 : Prix de Circonscription. Obstacles. Officiers.

Lundi 5 avril, 9 h. 1/2. — Chevaux de selle. — 3 heures : Parade des chevaux attelés seuls primés dans les classes. — 4 heures : Défilé d'attelages à quatre. Coupes offertes par MM. T. d'Anchovena et W. Winans. — 5 heures : Parade des chevaux attelés en paire primés dans les classes.

Mardi 6 avril, 2 h. 1/2. — Prix des Vœux. Parcours de chasse.

Mercredi 7 avril, 8 heures. — Examens de dressage et de manège (selle). — 9 h. 1/2 : Chevaux de selle. — 1 h. 1/2 : Prix internationaux. Chevaux de selle « Hacks ». — 3 heures : Prix Morny. Obstacles.

Jeudi 8 avril, 9 h. 1/2. — Chevaux de selle. — 2 heures : Parade des chevaux de selle primés dans les classes. — 3 heures : Prix de la Ville de Paris, au plus beau cheval de selle « type Hunter ». — 4 heures : Prix Moncey. Obstacles.

Vendredi 9 avril. — Vendredi saint. Chevaux sautant quatre. Officiers.

Samedi 10 avril, 1 heure. — Primes d'honneur. — 1 h. 1/2 : Grand Prix de Paris. Obstacles. Officiers.

Dimanche 11 avril (Pâques), 2 heures. — Prix de la Coupe. Obstacles.

Lundi 12 avril (Pâques), 1 heure. — Grands Prix de Paris. Obstacles. Officiers. — 4 h. 1/2 : Championnat du saut en hauteur.

Ch. D.

La Crise orientale

Vers l'accord définitif

Le Figaro a été le premier des journaux à annoncer, hier matin, la nouvelle de la démarche que les cabinets de Saint-Petersbourg, Londres et Paris allaient faire à Belgrade. C'était là une nouvelle tout à fait décisive. Nos prévisions se trouvaient confirmées et, pour la première fois depuis plusieurs jours, on apprenait, d'une manière à peu près certaine, que la paix ne serait pas troublée.

Le gouvernement serbe a dit en effet qu'il se remettait aux puissances du soin de sauvegarder les intérêts de son pays ; il a nettement déclaré qu'il s'efforcerait derrière elles. Or, ces mêmes puissances lui font connaître maintenant que l'intérêt de l'Europe, et plus encore celui de la Serbie, exigent que le gouvernement de Belgrade redise à l'Autriche d'une façon plus explicite ce qu'il lui a dit déjà implicitement. Il est impossible, dans ces conditions, que la Serbie n'acquiesce pas à cette demande qui lui est adressée par ses meilleurs amis. Nous voilà donc certains, autant qu'on peut l'être, que les diplomates serbes vont être animés des dispositions les plus conciliantes.

Mais que feront les diplomates autrichiens ? Ici encore, nous sommes en mesure de donner, les premiers, à nos lecteurs une information de la plus haute portée.

J'ai eu hier soir entre les mains une lettre récente, écrite par un membre même de la famille impériale d'Autriche. Son auteur, qui occupe à Vienne une fonction extrêmement importante, est mieux placé que personne pour con-

naître l'état d'esprit du gouvernement viennois. La lettre est adressée à l'un de ses parents, qui se trouve actuellement à Paris et qui a bien voulu me la communiquer ; le passage essentiel que je cite textuellement dit ceci : « En dépit de tous les bruits de guerre, malgré les préparatifs militaires et la mobilisation, je ne crois pas à la guerre. Nous n'avons absolument rien à faire en Serbie et les Serbes ont moins encore à faire chez nous ! »

Quand un parent de l'Empereur en personne, un homme qui, si la guerre éclatait, aurait un très grand rôle à jouer, fait une pareille déclaration, il me semble que l'on peut être à peu près rassuré. Le gouvernement autrichien accueillera, comme il convient, la prochaine note de la Serbie ; il prendra acte des assurances pacifiques que vont lui donner les Serbes, et j'ai l'impression que M. d'Érenthal ne sera pas fâché, après tout, de sortir ainsi de cette pénible situation. Car, comme le dit très justement la lettre que j'ai citée, les Autrichiens n'ont vraiment rien à faire en Serbie.

Tout s'arrangera donc, espérons-le ; il faut se réjouir que le bon sens et la raison prennent enfin le dessus : la triple intervention des puissances se produit au moment le plus opportun, et les amis de la paix doivent une reconnaissance particulière aux diplomates à la fois prudents et résolus qui dirigent la politique de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

Raymond Recouly.

L'intervention des puissances

Belgrade, 17 mars.

La démarche des puissances auprès du gouvernement serbe en vue de lui recommander une attitude extrêmement conciliante à l'égard de l'Autriche, n'a pas encore eu lieu. Mais l'on sait que les pourparlers continuent à ce sujet entre la France, l'Angleterre et la Russie.

Le gouvernement serbe serait disposé, d'après les bruits qui courent, à se conformer aux indications des puissances pour la réponse qu'il adressera à l'Autriche-Hongrie après la nouvelle démarche du comte Forgach.

Il serait prêt aussi, dit-on, à désarmer si les puissances le lui conseillaient.

Londres, 18 mars.

On télégraphie de Belgrade, 18 mars : « On apprend de bonne source diplomatique que quatre puissances interviendraient encore pacifiquement auprès du gouvernement serbe, et feraient comprendre à la Serbie qu'en cas de guerre, elle serait entièrement isolée, et qu'elle ne pourrait attendre aucune assistance. Les représentants des puissances attendent des instructions précises pour aujourd'hui. »

En Autriche-Hongrie

Vienne, 18 mars.

On déclare à Vienne d'une source autorisée qu'il se confirme que la proposition russe n'a pas fait une mauvaise impression sur le baron d'Érenthal, parce que la proposition russe rend possibles des négociations préalables avant la conférence ; d'ailleurs, on est assuré que M. Isvolsky n'a pas dit son dernier mot.

Quant à la proposition anglaise, elle présente le désavantage que la conférence ratifierait seulement les arrangements déjà conclus et réserverait pour plus tard les questions encore pendantes.

La proposition italienne satisfait naturellement l'Autriche-Hongrie, mais la proposition française qui n'implique pas de conférence, comme le fait la proposition italienne, aurait l'avantage d'accélérer l'entente des puissances qui échangeraient des notes pour amener l'accord entre elles au sujet de la reconnaissance de l'annexion.

Naturellement, après que les puissances auraient fait connaître à Vienne et à Belgrade leur résolution, le gouvernement serbe devrait faire à Vienne la déclaration qu'il considère la question de l'annexion comme définitivement réglée.

On déclare, en un autre lieu autorisé, qu'il faut distinguer aujourd'hui entre la situation internationale, qui s'est améliorée, et la situation austro-serbe, demeurée sans changement.

L'Autriche-Hongrie enverra comme il a été convenu sa réponse à la Serbie dans quelques jours ; on est heureux de constater les efforts des puissances en faveur du maintien de la paix, seulement le temps presse, et il est nécessaire que la solution définitive soit trouvée avant la fin de mars.

Hier, à l'occasion du grand dîner diplomatique chez l'Empereur à Schoenbrunn, les ambassadeurs et les ministres plénipotentiaires invités ont acquis l'impression que l'Empereur veut sincèrement le maintien de la paix.

Vienne, 18 mars.

La commission de la défense nationale à la Chambre a adopté, par 27 voix contre 11, le projet de loi fixant le chiffre du contingent des recrues.

Au cours des débats, le ministre de la défense nationale a déclaré que les mesures actuelles ne se rapportent pas à une mobilisation.

Il s'agit, au contraire, simplement de mouvements et de déplacements de troupes préparés depuis longtemps et qui ont paru nécessaires pour décharger plus efficacement que jusqu'ici les troupes qui assurent le service fatigant de la surveillance des frontières.

En Allemagne

Berlin, 18 mars.

S'il fallait prendre au pied de la lettre les informations des journaux de Berlin, la guerre serait presque inévitable ; leurs correspondants de Vienne signalent à qui mieux mieux les mouvements de troupes en Autriche, mobilisation, appel de réserves, dispositions prises par les chemins de fer pour le transport des troupes, préparations des services d'ambulance, arrivée d'une escadre autrichienne à Spizza. Les uns font dire à l'empereur François-Joseph : La situation est grave, je suis très soucieux. Les autres prétendent que cette déclaration au prince héritier de Serbie : « Ce ne sont pas des jours, ce ne sont peut-être que des heures que nous séparons encore de la guerre. » D'autres encore affirment que, dans un conseil des ministres tenu sous la présidence du roi Pierre, le gouvernement serbe aurait reconnu qu'il ne pouvait céder sans provoquer une révolte populaire, et signalent comme indice de

la situation que la reine Nathalie aurait mis à la disposition du gouvernement serbe son palais de Nisch, dont elle a hérité du roi Alexandre, son fils.

Mais la Gazette de Cologne, dans son télégramme officieux de Berlin, donne une note toute différente et déclare que, pour la première fois, on peut voir une intention d'en venir à de meilleurs sentiments dans la déclaration du président du conseil serbe, par laquelle il a exprimé l'espoir que les mesures militaires puissent être arrêtées de part et d'autre, ce que la Serbie accueillerait avec une sincère satisfaction.

Pour finir, je sais que, en sous-main, l'Allemagne travaille pour la paix. — BONNEFON.

En Russie

Saint-Petersbourg, 17 mars.

Les journaux de ce matin annoncent l'accord turco-russe dont je vous télégraphiais hier soir la teneur et s'accordent à approuver le sacrifice fait par la Russie.

Le Novoïe Vremia écrit notamment :

La Russie se trouve actuellement dans une situation financière difficile ; cependant elle n'a pas reculé devant un énorme sacrifice pour faciliter l'accord entre la Turquie et la Bulgarie. Le gouvernement bulgare et les cabinets européens pourront trouver dans cette intervention désintéressée une nouvelle preuve de la sincérité avec laquelle la Russie s'emploie au maintien de la paix balkanique.

A la Douma, l'accord turco-russe est également bien accueilli. Le comte Bobrinsky, dont on connaît la haute compétence en politique extérieure, et en particulier dans les questions slaves, n'a exprimé sa vive satisfaction de voir enfin réglé un différend qui menaçait de créer des complications.

Il n'y a plus maintenant, conclut mon interlocuteur, que le conflit austro-serbe ; il est vrai qu'il a revêtu un caractère d'extrême gravité et qu'on ne saurait en prévoir l'issue. J'espère toutefois que nos conseils et que l'on aboutira à une solution pacifique. Mais la question de la Bosnie, nouvelle Alsace-Lorraine, imprudemment créée en Europe par M. d'Érenthal, n'en restera pas moins ouverte, car si, absorbés par des réformes politiques et sociales de première nécessité, nous n'avons pas relevé le défi germanique, c'est simplement parce que, nous réservant, nous avons voulu choisir notre heure. Mais soyez convaincu que nous saurons nous soulever.

D'autre part, un diplomate russe des plus en vue m'a déclaré : — Le sacrifice fait par la Russie n'est pas aussi considérable qu'on semble le croire, car il ne fait pas oublier que nous renonçons à un revenu improductif, la contribution de guerre ne portant pas intérêt, pour placer un capital destiné à fructifier. D'après nos calculs, j'estime que dans cinquante ans la perte subie sera réparée. Il ne s'agit donc que d'un sacrifice fait sur notre budget extraordinaire, puisque la contribution de guerre de la Turquie y était inscrite. Par conséquent les intérêts matériels du pays ne sont pas lésés, même actuellement, et vous pouvez dire en définitive l'argent qui va à la Bulgarie n'est pas de l'argent russe, mais le prix du sang bulgare que devait la Turquie.

La situation austro-serbe reste stationnaire, toutefois les milieux officiels reprennent espoir ; on se flatte notamment de faire ressortir la déclaration de M. de Bienerth, que bien que la note serbe ne soit pas satisfaisante, le gouvernement austro-hongrois continuerait les négociations à Belgrade ; et d'autre part je suis en mesure de vous annoncer que la Russie est prête à insister encore auprès de la Serbie pour qu'elle précise sa réponse dans le sens désiré par l'Autriche. — René MARCHAND.

La Russie et la Serbie

Budapest, 18 mars.

D'après une information de Saint-Petersbourg au Pester Lloyd, 17 mars, M. Isvolsky aurait déclaré à M. Berchtold, ambassadeur d'Autriche-Hongrie, que la Russie ne fera aucune démarche qui pourrait autoriser la Serbie à espérer un appui actif de la part de la Russie.

Si le Parlement reste encore la représentation de la République, il lui appartiendra de remettre de aujourd'hui chaque chose à son point et chaque homme à sa place.

Les responsables sont devant la Chambre ; elle ne s'en débarrassera pas en les éliminant, car la démocratie sait toujours compter et reconnaître les siens.

L'Autorité, sous la signature de M. Paul de Cassagnac :

Il serait pourtant plus simple de flatter le Sinyan à la porte, lui, incapable, égoïste, malhonnête, de jeter sur le pavé des centaines de fonctionnaires dont le seul crime est d'être las des promesses et des mauvais traitements.

C'est sans plus juste et plus humain : mais, encore une fois, Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre.

L'Éclair, sous la signature de M. Judet :

Aujourd'hui, Clemenceau est obligé de briser la chartre signée par ses élus et octroyée aux électeurs, ou de périr ; il obtiendra peut-être aujourd'hui ou demain, d'une Chambre qui n'a pas les qualités de la nôtre, le moyen d'arrêter par la terreur la révolution qui le débordé ; mais il sera vaincu si le change pas absolument les procédés détestables qui ont soulevé les victimes du favoritisme officiel, qui livrent les meilleures troupes de l'ordre aux déclamations et aux excitations de la démagogie anarchique.

Le Garde, sous la signature de M. Arthur Meyer :

Que reste-t-il à la République ? L'armée ! Oui, l'armée, car, par une singulière ironie du sort, ceux qui ne sont arrivés au pouvoir qu'en dénonçant et calomniant nos chefs militaires, nos états-majors, les conseils de guerre, ceux qui ont invoqué mensongèrement, contre notre armée, le droit, la justice et la vérité, ne peuvent vivre désormais qu'en s'appuyant sur elle.

Et tandis qu'ils se préparent à faire appel à la force contre leurs propres amis, les révoltes qu'ils se préparent à combattre, les meneurs de la grève des P. T. T. leur offrent dédaigneusement d'assurer que les communications du gouvernement avec l'étranger, de telle sorte que s'il accepte cette proposition, le ministère sera protégé par un syndicat illégalement et révolutionnairement constitué.

L'Humanité, sous la signature de M. Pierre Renaudel :

Qui ! M. Clemenceau veut faire preuve d'énergie. Mais en même temps l'offre de démission de M. Sinyan est une contre-évidence hier pour la première fois, et si elle n'a pas été acceptée, c'est jusqu'à nouvel ordre. C'est donc qu'on envisage la nécessité prochaine de céder.

En même temps, on affirme que M. Sinyan n'aura pas monter à la tribune. Cela aussi est un aveu de peur. Mais cela est impossible. Avant qu'il parte, il faudra bien qu'il s'explique. Il faudra bien qu'on entende le principal auteur responsable.

La Lanterne, sous la signature de M. Paul Boncour, député :

Il est injuste de faire de M. Sinyan le

les citoyens américains dans les pays respectifs de ces étrangers.

Le bill propose un droit de 60 0/0 ad valorem sur la parfumerie, les articles de toilette, de 20 0/0 sur les savons de fantaisie, de 30 0/0 en moyenne sur les épices, diverses augmentations sur les cotonnades, la bonneterie, le papier, les épreuves lithographiques, les livres, etc.

Le bill vise d'une façon particulière les papiers pour les journaux, pour les livres et les pulpes pour fabriquer le papier.

Il réduit les droits sur le borax, les verres, les verres à vitres, les métaux bruts et ouvrés, les bois de charpente non équarris, les tapis, les cordages.

Il propose de fortes réductions sur les aciers.

Il réduit l'entrée en franchise des cuirs et peaux, des cafés et des œuvres d'art, datant de plus de vingt ans.

Il établit toutefois sur les cafés importés de pays qui frappent les cafés des États-Unis de droits de douane, un droit d'entrée d'une valeur égale à ces droits.

Le bill de M. Payne a été renvoyé à la commission des votes et moyens.

COURTES DÉPÊCHES

— C'est la reine mère, ou à son défaut le prince consort, qui sera chargée de la régence en Hollande.

— Une violente tempête sévit à Lisbonne ; un bateau de pêche, monté par trois hommes, a chaviré à la barre de Setúbal. Sept hommes se sont noyés.

JOURNAUX ET REVUES

Les radicaux et le désordre

Voici, à son tour, M. Charles Dumont, député du Jura, qui, dans l'Action, réproche la révolte des fonctionnaires.

M. Charles Dumont est l'un des plus importants personnages du radicalisme contemporain. Éloquent, remuant, actif, il n'est pas à la Chambre l'un des tout premiers ; non ; mais dans les congrès radicaux, on l'admire beaucoup.

Eh ! bien, la grève ne lui va pas. Il lui reproche de nuire énormément à l'industrie, au commerce, aux finances ; il lui reproche aussi de donner un « détestable exemple ». Bref, il n'admet pas que les employés d'un service public fassent grève. Il écrit :

On ne coupe pas les communications de Paris avec le monde pour une question d'avancement à trois ans ou à trois ans et trois mois !...

Il a raison. Et, pour conclure, il énonce cet apophtegme :

Des griefs justes ne font pas une grève acceptable.

Il a raison. Et l'on voit ainsi que M. Charles Dumont blâme les révolutionnaires.

C'est à merveille !... Mais enfin, n'est-ce pas M. Charles Dumont, député radical du Jura, qui naguère, au congrès de Dijon, plaida si ardemment la cause d'un peu de compromission de l'ami socialiste ?...

Les unifiés, au cours de quelques aventures, s'étaient un peu trop nettement manifestés comme des émeutiers redoutables. Les radicaux, pourtant peu clairvoyants, avaient été bien obligés de voir que ces alliés politiques de la veille devenaient impossibles... très difficiles, tout au moins !... M. Charles Dumont fut l'un des artisans de l'entente amonable ; c'est lui qui a voulu, avec quelques Pelletan, que les radicaux redevenissent les camarades obligés des unifiés.

Eh ! bien, le désordre d'aujourd'hui, c'est l'œuvre des unifiés : ce désordre, ils y applaudissent et ils l'ont fait. Alors, qu'ils se sentent les amis de M. Dumont qui travaillent ; — qu'est-ce qu'il a donc à se plaindre ?...

André Beaunier.

La Presse de ce matin

LA POLITIQUE

L'Action, sous la signature de M. Henry Bérenger :

Les mesures gouvernementales : Quand on songe que le gouvernement accorde ainsi la République dans la plus étroite des limites, pour sauver à tout prix un sous-ministre incapable, on ne peut que plaindre de pareils vertiges d'impuissance et d'erreur.

Si le Parlement reste encore la représentation de la République, il lui appartiendra de remettre de aujourd'hui chaque chose à son point et chaque homme à sa place.

Les responsables sont devant la Chambre ; elle ne s'en débarrassera pas en les éliminant, car la démocratie sait toujours compter et reconnaître les siens.

L'Autorité, sous la signature de M. Paul de Cassagnac :

Il serait pourtant plus simple de flatter le Sinyan à la porte, lui, incapable, égoïste, malhonnête, de jeter sur le pavé des centaines de fonctionnaires dont le seul crime est d'être las des promesses et des mauvais traitements.

C'est sans plus juste et plus humain : mais, encore une fois, Jupiter aveugle ceux qu'il veut perdre.

L'Éclair, sous la signature de M. Judet :

Aujourd'hui, Clemenceau est obligé de briser la chartre signée par ses élus et octroyée aux électeurs, ou de périr ; il obtiendra peut-être aujourd'hui ou demain, d'une Chambre qui n'a pas les qualités de la nôtre, le moyen d'arrêter par la terreur la révolution qui le débordé ; mais il sera vaincu si le change pas absolument les procédés détestables qui ont soulevé les victimes du favoritisme officiel, qui livrent les meilleures troupes de l'ordre aux déclamations et aux excitations de la démagogie anarchique.

Le Garde, sous la signature de M. Arthur Meyer :

Que reste-t-il à la République ? L'armée ! Oui, l'armée, car, par une singulière ironie du sort, ceux qui ne sont arrivés au pouvoir qu'en dénonçant et calomniant nos chefs militaires, nos états-majors, les conseils de guerre, ceux qui ont invoqué mensongèrement, contre notre armée, le droit, la justice et la vérité, ne peuvent vivre désormais qu'en s'appuyant sur elle.

Et tandis qu'ils se préparent à faire appel à la force contre leurs propres amis, les révoltes qu'ils se préparent à combattre, les meneurs de la grève des P. T. T. leur offrent dédaigneusement d'assurer que les communications du gouvernement avec l'étranger, de telle sorte que s'il accepte cette proposition, le ministère sera protégé par un syndicat illégalement et révolutionnairement constitué.

L'Humanité, sous la signature de M. Pierre Renaudel :

Qui ! M. Clemenceau veut faire preuve d'énergie. Mais en même temps l'offre de démission de M. Sinyan est une contre-évidence hier pour la première fois, et si elle n'a pas été acceptée, c'est jusqu'à nouvel ordre. C'est donc qu'on envisage la nécessité prochaine de céder.

En même temps, on affirme que M. Sinyan n'aura pas monter à la tribune. Cela aussi est un aveu de peur. Mais cela est impossible. Avant qu'il parte, il faudra bien qu'il s'explique. Il faudra bien qu'on entende le principal auteur responsable.

La Lanterne, sous la signature de M. Paul Boncour, député :

Il est injuste de faire de M. Sinyan le

bon émissaire « de toutes les fautes accumulées depuis des années par le Parlement lui-même ».

C'est le régime parlementaire, tel que nous l'avons pratiqué, qui a introduit le désordre dans les administrations publiques en y intervenant à tort et à travers, pour protéger les employés, pour les gratifier, pour les solliciter, pour les punir, pour surveiller non pas la gestion générale du ministre, mais les actes particuliers de ses subordonnés, substituant les suggestions des hommes politiques aux ordres des chefs hiérarchiques.

La Libre Parole :

On compare volontiers notre époque à celle du Directoire. Il y a du vrai, beaucoup de vrai même dans ce rapprochement.

Les hommes en place, les mœurs publiques d'alors ressemblent aux nôtres, ce n'est pas douteux. Clemenceau rappelle assez bien Barras, quoiqu'avec moins de panache et en plus vieux. Briand fait songer à Fouché.

La même corruption règne à tous les degrés de l'échelle administrative. Et la République, comme à la veille de Brumaire, n'est plus aujourd'hui que le butin d'une bande.

Le Rappel :

En réalité, le président du Conseil est un autoritaire, qui a la même conception de l'ordre qu'un piqueux de mentes vendéen.

Il veut « l'ordre ». Mais l'implacable ironie du destin la marque pour le « désordre ». Il est tout à fait la destruction de tout ce qu'il touche : il est atteint irrémédiablement d'une impuissance totale d'édification.

LA PETITE RÉPUBLIQUE :

Le conflit austro-serbe.

On perçoit à l'horizon diplomatique une toute petite lueur d'espoir, et il paraît possible maintenant qu'entre la Serbie et l'Autriche les puissances se dessinent en médiatrices, ou mieux en courtiers obligés.

C'est, nous l'avons toujours dit, la seule chance qui reste d'éviter une guerre, car c'est le seul moyen de sauvegarder l'amour-propre de la Serbie, si délibérément si volontairement froissé par M. d'Érenthal.

Il est probable que la Ser

« PAR FIL SPÉCIAL... NON COUPÉ »

Par Albert GUILLAUME



Météorologie

— Y avait longtemps qu'on n'avait vu un hiver aussi neigeux à Paris, ma chère dame... Quoi qu'il en soit, patron qu'est-ce à dire ?
— L'été comme ça qu'est rapport aux secousses « simiesques » en Italie...



Au foyer de la danse

— Sais-tu ce que c'est, toi, que le cahier des charges ?
— Ça doit être quelque album comique avec les portraits des commanditaires...



Omission vénielle

— Oh ! ma chère Simone, sur l'adresse vous n'avez pas mis la Vieille-Roche son titre de comte ?
— Pour lui ça n'a pas d'importance : il ne vient pas de l'acheter...



Rosserie posthume

— Jamais nous ne saurons son âge, ma chère ! Pour nous faire enrager jusqu'au bout, elle ne l'a pas laissé mettre sur le billet de faire part !

phones, défendus comme les automobiles, parce qu'il faut pour les actionner, des dynamos... Dynamo, dynamite... (sic). Les écoles où on avait commencé à étudier se transformèrent en écoles de théologie. Un inspecteur fut attaché à chaque école et assista aux leçons des maîtres, interdit d'enseigner autre chose que le Coran, et les éléments de l'arithmétique, de la lecture et de l'écriture. Plus d'autres livres que ceux permis par la censure. Les anciens manuels composés pour les enfants sous le régime libéral sont confisqués par la police et brûlés sous l'œil vigilant du ministre de l'instruction publique lui-même, dans la grande cheminée d'un établissement de bains contigu au ministère.

Des centaines de patriotes, puis des milliers sont proscrits aux confins de la Syrie et de la Tunisie. Le service de l'espionnage devient le plus important de l'Empire. Autour du Sultan, il n'y a que des espions s'espionnant les uns les autres. Un tribunal de policiers siège au palais et remplace les tribunaux ordinaires dans les procès politiques. En vingt ans, jusqu'à l'année dernière, trente mille patriotes turcs ont été arrêtés, les uns enfermés dans des forteresses, les autres envoyés dans les sables d'Arabie et de Sénie. Ces exilés coûtaient à l'Etat 22 millions par an, à raison de 2 francs par jour que le Sultan leur accordait, juste pour ne pas mourir de faim.

— Vous direz ce que vous voudrez, interrompis-je, c'est d'un bon cœur.
— Oh ! ne le vantez pas trop, s'il n'avait pas eu peur de l'Europe, il eût économisé ses 22 millions.

— Comme il nous connaissait mal !
— Tous les jours, continua M. Ahmed-Ihsan, des descentes de police dans les maisons particulières. Si on trouvait un livre français, un journal libéral, un exemplaire de *Patrie*, la pièce de Namik Kemal, c'était l'exil. Ma grand-mère est devenue folle à la suite d'une perquisition ; moi-même, qui dirigeais une revue mensuelle, forcément inoffensive, je fus dénoncé comme révolutionnaire. Ma revue fut interdite, un de mes rédacteurs condamné à mort. Par bonheur, le ministre de la justice d'alors avait été un ami de mon père qui lui avait rendu autrefois service ; j'échappai à la mort et bénéficiai d'un non-lieu.

— Cependant le parti vivant de la nation avait résolu de ne pas la laisser périr dans cet abrutissant despotisme, et ce que la camarilla d'assassins et de voleurs craignait arriva : on organisa une vaste conspiration et des comités de propagande. Deux fois les comités furent découverts et les membres proscrits. Mais les exilés s'échappèrent, vinrent à Paris où ils s'organisèrent sous le nom *Union et Progrès*.

— Le comité siégea au n° 25 de la rue Bonaparte, et le doyen Ahmed-Riza, qui demeura dix-huit ans parmi nous, est à l'heure actuelle président de la Chambre des députés.

— Un autre comité s'était formé à Salonique, sous la direction d'un homme admirable, Refik-bey, aujourd'hui ministre de la justice, qui obtint l'annulation des suffrages à l'élection de Constantinople.

— Donc, vous travailliez à l'étranger et en province. Comment vous y preniez-vous ?

— Voici. Les intellectuels, honteux de se dire Turcs sous un régime aussi méprisable, étaient acquis d'avance à la cause ; il s'agissait de conquérir la force la plus importante au moment de l'action : l'armée, dont les membres souffraient du favoritisme et des exactions. Nous avions compris qu'un seul champ d'action restait libre dans le pays : les provinces où les espions étaient plus rares. Tout l'effort de la propagande porta donc vers les vilayets éloignés de la capitale.

— Ce que je ne comprends pas, c'est que vous n'ayez pas été cent fois dénoncés...

— Ah ! dame, il fallait être prudents. Et nous l'étions. On se connaissait trois par trois, jamais plus. De sorte que si nous venions à être trahis, l'organisation n'était pas atteinte. La propagande dans l'armée ne se faisait pas directement. Des membres des comités, déguisés en marchands et en religieux, parlaient religion aux officiers et aux soldats. Le mot d'ordre était de ne jamais attaquer le Sultan. La propagande se défilait provisoirement innocent de tout de mal. Pensez donc ! Le Khan des Khans, le grand seigneur, le successeur de Mahomet ! On ne pouvait du jour au lendemain l'accuser de tant de forfaits. Alors nous prêchions que le Coran défend l'espionnage et la dissipation, — car on trouve tout dans le Coran, et nous étions aidés

dans nos interprétations par un théologien de première force... Or, les ministres devenaient les seuls coupables responsables, — et ce n'était pas beaucoup mentir. Les officiers adoptèrent cette tactique qui consistait à forcer le Sultan à renvoyer son entourage. « Soulevons-nous contre les voleurs et les espions ! » tel était le cri de la conspiration.

— Les comités de Salonique et de Paris correspondaient par la Perse, la Grèce ou la Syrie, mais jamais par Constantinople, trop surveillée.

— En mars 1908, le Sultan prit l'alarme. Des bruits lui arrivèrent que quelque chose se tramait. Mais quoi ? Mais par qui ? Il envoya une escouade d'espions à Salonique et à Monastir. On voulait arrêter les chefs du comité dont on ignorait encore le but. A tout hasard, on mit la main sur trois Jeunes-Turcs qu'on amena sous escorte à Constantinople. Le comité qui voulait agir qu'en septembre, se décida à hâter le dénouement. Deux membres soulevèrent chacun un bataillon des régiments de Roumélie et se réfugièrent avec soldats et officiers dans la montagne.

— Le commandant d'un de ces bataillons menaça le Palais d'exercer aussitôt des représailles si les trois personnes arrêtées n'étaient pas rendues à la liberté. La Cour s'adressa aux commandants des forteresses qui entourent Constantinople pour aller châtier les révoltés. Les officiers lui répondirent : « Nous sommes prêts à bombarder Yildiz-Kiosk, mais non pas à combattre nos frères révolutionnaires ».

— Le Palais s'affola. Il faut gagner du temps. On relâche les prisonniers et on décide de mettre immédiatement sous les armes un corps d'armée d'Asie-Mineure, pour réprimer la révolte de Roumélie. Mais le comité avait devancé le Palais. Officiers et soldats savaient qu'on les appelait sous prétexte de lutter contre les Bulgares, mais en réalité pour combattre leurs frères révoltés.

— De sorte que l'armée conduite à Salonique fraternisa avec les conjurés. Le 23 juillet, la Constitution fut proclamée à Monastir après l'exécution du chef des espions du Sultan et la mise sous verrou du commandant en chef du 3^e corps, non acquis à la Révolution.

— Puis nous lançâmes un ultimatum à Constantinople en faisant savoir au Sultan que 30.000 Jeunes-Turcs, comprenant les officiers de ses corps d'armée, réclamaient le rétablissement de la Constitution de 1876.

— Nous n'exagérons rien. Seuls les généraux restaient soumis au Sultan. Par bandes, les lieutenants, les capitaines Jeunes-Turcs se rendaient près de leurs chefs et leur disaient : « Excellence, vous êtes prisonnier. Si vous résistez, nous vous tuons ».

— Tout cela se passa en une seule journée.

— En recevant l'ultimatum, le Sultan réunis ses ministres et les relut quarante-huit heures à délibérer. Pendant ce temps, tous les districts de Roumélie acclamèrent la Constitution proclamée à Monastir. La conclusion des délibérations du Palais fut de céder provisoirement, sauf à étouffer ensuite la révolution. Ces deux lignes parurent dans les journaux : « La convocation du Parlement a été ordonnée par Sa Majesté. » Pas un mot de plus. Le peuple de Constantinople ne comprit rien à ce qui se passait. Le lendemain seulement, les journaux gagnés au parti Jeune-Turc mirent à la porte les censeurs et racontèrent les derniers événements en criant : « Vive le Sultan ! Vive la Constitution ! »

— A bas les ministres !
— Pour la première fois depuis trente ans, les rédacteurs de journaux se réunissent. Une émotion délicieuse nous étreint tous.

— C'est ainsi que M. Ahmed-Ihsan m'exposait le fait le plus important de l'histoire européenne moderne. Un sourire de joie vitale illuminait sa figure, ses dents très blanches dans sa face brune et l'éclat oriental de ses yeux noirs lui donnaient quelque chose d'un peu férocité si, quand il prononce les mots de *patrie* et de *liberté*, ne se lisait sur ses traits une émotion humaine profonde et pure.

— J'essaie d'analyser l'émotion de ses amis et la sienne le jour où ils furent assurés de la libération de leur patrie. La liberté pour eux n'était plus un mot, elle se concrétisait en une réalité émouvante et splendide, c'était comme une déesse sacrée qu'il fallait respecter et adorer avec passion. En de tels moments, on éprouve le besoin de matérialiser son ivresse ; pour l'un, c'est le soleil de midi après des années de cachot ; pour l'autre, c'est de l'air pur qui gonfle les poutres

après une asphyxie ; pour l'autre c'est une joie violente qui doit se manifester en rires, en larmes, en serremments de mains, en espoirs, en énergie désintéressée, en besoin de solidarité et de dévouement. Agitation confuse et suave des premières heures de liberté.

Dramatique.

(A suivre.)

NOTES D'UN PARISIEN

CHACUN SON MÉTIER

ELLE était mouillée, bien mouillée, hier, la foule qui regardait passer les chars. Mais inquiète, non pas ! Rien ne saurait empêcher d'être gaie une foule qui a décidé de l'être, ni le ton grave des chancelleries, ni le silence postal, ni même la pluie. Le jeudi de la mi-carême, quoi qu'il advienne, il faut qu'elle s'amuse, puisque c'est convenu.

En s'amusant, elle fait son devoir : il n'y a qu'à se taire, à admirer.

Voilà ce dont s'indignaient pourtant, vers cinq heures, sur le boulevard, les marchandes de journaux, commerçantes impatientes à bon droit par le retard inusité de leurs porteurs : « Ça n'a pas de bon sens, s'écria-t-elle même devant moi l'une d'elles, de tout arrêter pour une mascarade ! » Mais autour du kiosque, la foule riait, ce qui était sa façon de répliquer : « Est-ce que j'ai besoin de journaux, quand il y a des masques ? »

C'est un peu surprenant, tout de même. Pris à part, chacun des braves citoyens qui composent une foule aime bien savoir si les services publics fonctionnent, si la paix de l'Europe est assurée. Mais, tous réunis, à quel pensent-ils ? Gageons qu'ils ne pensent à rien. A moins toutefois qu'ils n'opinent, dans leur sagesse, à cette grève, cette question d'Orient, ce n'est pas mon affaire... Il y a des grands qui sont chargés d'arranger tout ça !

D.

LA MI-CARÊME

UNE BAGARRE AVENUE DE L'OPÉRA

On n'a pas eu à déplorer hier une grève des marchands de confetti. Ils envahirent les boulevards ayant midi, heure légale de leur travail. Ainsi que les fournisseurs aux armées guidés par de mystérieux présentiments se réunissent sur les futurs champs de bataille, les marchands de confetti se trouvèrent alignés avec leurs étalages de sacs et de boîtes fortes voix. La première cote : à douze sous le kilo ! fut le signal des hostilités. On sait trop ce qu'est cette bataille, depuis qu'il y a des hommes et qui ne pensent pas.

On croit qu'il ne s'agit tout d'abord que d'une imitation du combat des Horaces et des Curiaces. Deux groupes se rencontrent, échangeant des confetti. Deux hommes sont aveuglés ; le troisième s'échappe. Ses adversaires le poursuivent. Il se retourne et les accable successivement. Mais les témoins du combat veulent intervenir, entrent dans l'arène. La mêlée est générale. La terre et le ciel se fondent dans une grande composition pointilliste...

Mais, annoncée par ses trompettes, la cavalcade renouvelle le miracle de Josté entr'ouvrant la mer Rouge pour livrer passage à ses troupes. Dans la nuée multicolore, au-dessus des têtes recouvertes de déplorables pellicules, défile non pas un rêve mais une longue réalité. C'est la Revue du milieu de l'année : char de la Neige pontichienne, char de Belgique, char aérien des Reines et dix-sept autres chars, et les landaus officiels, et quatre cents cavaliers, et mille figurants pédestres et douze cents musiciens.

Réception à la Présidence, à l'Hôtel de Ville par M. Chérioux, président du Conseil municipal, entouré de nos édues, à la Préfecture de police. Partout des félicitations, des fleurs, des cadeaux, des discours. Celui de M. Lépine mérite d'être noté pour son caractère bon enfant. « Si je n'ai pas eu mon courrier ce matin, dit-il, en faisant allusion à la grève, j'ai du moins reçu des fleurs. » Puis, après quelques paroles de regret à cause du mauvais temps trouble-fête, s'adressant aux reines d'Oslande : « Votre cité, jusqu'à présent, n'avait envoyé à Paris que des coquillages savoureux. Elle fait mieux aujourd'hui. Elle nous envoie des perles. » Les reines remercient, viennent une coupe de champagne, et reprennent leur promenade jusqu'au moment de la dislocation.

Quelques masques et déguisements se

consacrent à la défense de la tradition. Tristement de faux petits soldats internationaux, animés — déjà — d'un déplorable esprit de corps, échantillon leurs derniers fonds de sac et rentrent à leurs casernes. Les vrais soldats les remplacent dans la grande baignade des boulevards où parmi la pluie, la boue et les « agglomérés » de confetti redeviennent pâte de bois, les gardiens de la paix surnagent comme les plus héroïques sauveteurs de la propriété et de la vertu.

Somme toute, en dépit de la fâcheuse pluie qui est survenue au plus beau moment, la journée eût été bonne et pleine de gaieté, si les « camelots du Roi » ne s'étaient comme il fallait le redouter, mis de la partie.

Ils ont commencé par arborer au balcon de l'Action française, rue de la Chaussée-d'Antin, aux cris de « Vive le Roi ! », une pancarte avec cette inscription : « 445 — Gour de cassation — faussaires », ce qui naturellement a attiré les protestations de la foule.

La police a dû intervenir et une première bagarre s'est produite, cinq arrestations.

Puis ils sont descendus pour aller se réunir en cortège, place de l'Opéra. Dans un landau découvert avaient pris place sur la banquette d'arrière, trois masques représentant M. Briand, menottes aux mains entre deux gendarmes ; sur celle de devant, M. Ballot-Beaupré en robe rouge, M. Hamelin, président du Tribunal de simple police, et M. Bidault de Lisle, président de la Chambre des appels correctionnels. La même pancarte flottait et un groupe entourait la voiture. Le cortège s'est mis en marche vers le Louvre aux cris de : « Briand de Saint-Nazaire ! Vive le Roi ! » Les gardiens de la paix ont voulu l'arrêter et une nouvelle bagarre s'est engagée au coin de l'avenue de l'Opéra et de la rue Thérèse.

Très sérieuse, cette fois, car l'agent Noël, du deuxième arrondissement, a été renversé ; son collègue Pehelber, du premier, a été terrassé et a eu le poignet foulé ; d'autres ont reçu des coups de poing, des coups de tête... En vain M. Pressac de Lioncel a-t-il fait cabrer les chevaux pour éloigner les agents. Malgré tout, force est restée à la police et six des « camelots », MM. Bernard Chambaud, qui jouait le rôle de M. Briand ; Pressac de Lioncel, Gustave Lacroix, André Paquignot, Charles Labrie et Maxime Real del Sarto, ont été emmenés au poste de la rue Villard d'abord et de là envoyés au Dépôt. Au total onze « camelots du Roi » qui vont passer en police correctionnelle pour tapage, violence, outrage et rébellion aux agents de la police publique.

C'est, du reste, le seul incident de la journée, devant lequel s'écroulent quelques arrestations d'ivrognes ou de gens trop gais qu'on relâche après admonestation.

André Nède.

Edouard VII chez Wilbur Wright

(Dépêche de notre correspondant déposée le 17 et remise seulement le 18 au soir.)

Pau, 17 mars, 7 h. 40 soir.

Le roi Edouard VII, parti de Biarritz mercredi, à onze heures un quart, en automobile, avec toute sa suite, est arrivé à Pau à une heure vingt. Il était vêtu d'un pardessus gris et coiffé d'un feutre tyrolien muni de la même couleur.

Ses appartements étaient retenus depuis trois jours. On lui avait réservé le pavillon royal occupé, il y a quinze jours, par le roi Alphonse XIII.

Les sommets couverts de neige de la chaîne sont clairs splendide. Cinq autos suivent celle du Roi. Parmi les personnages de sa suite, le colonel Arthur Davidson, son aide de camp ; le capitaine Seymour Fontescure et le docteur sir James Redd.

Un déjeuner de dix couverts a été servi, et il était près de quatre heures quand le Roi est parti pour le champ d'aviation. Le ciel est découvert et le vent est très doux.

Le Roi a été reçu à l'aérodrome du Pont-Long par M. de Lassence, maire de Pau, par le secrétaire général de la préfecture et le président de l'Aéro-Club et enfin par Wilbur Wright et sa sœur miss Kate Wright. MM. le comte de Lambert et Tissandier, pilotes, ont été présentés au Roi.

Le temps est superbe et le Roi admire longuement le panorama des Pyrénées qui se détachent blanches sous le ciel d'un bleu splendide : C'est incompara-

ble ! dit-il. » Dans le hangar, Wright lui explique le mécanisme et le maniement de l'appareil.

A cinq heures quarante a lieu le premier vol. Wright, parti seul, vire pendant six minutes de la manière la plus capricieuse et plane avec une précision extraordinaire pour atterrir avec une aisance parfaite.

Après un court repos, Wilbur repart, cette fois avec sa sœur, miss Kate. Après une courbe savante, l'aéroplane s'élance à toute vitesse vers le sud, vers la ville, et disparaît pendant quelques minutes à tous les regards ; puis il revient en accomplissant des vols en hauteur et d'autres au ras du sol, aux applaudissements du Roi et de la foule nombreuse qui s'était rassemblée. Enfin, il fait deux fois le tour de l'aérodrome et vient atterrir à dix mètres du pylône.

Le roi Edouard exprime son émerveillement, et après avoir vivement félicité les deux frères Wright, il reprend son auto, suivi de celles qui portent lord et lady Saville, sir Arthur Davidson, le capitaine Seymour Fontescure et plusieurs dames anglaises, pour rentrer à Pau à six heures et demie. Le Roi a pris le thé chez M. Charles Cunningham Graham.

Aubert.

Pau, 18 mars.

Aujourd'hui Edouard VII a fait une excursion en voiture aux environs de Pau. Il a visité le terrain du golf, rendez-vous de la colonie anglaise. Il a visité aussi le château de Henri IV dans la matinée.

A une heure, le Roi a offert un déjeuner où étaient conviés quelques amis personnels, tels que lord Dunraven et M. Cunningham-Graham et aussi M. de Lassence, maire de Pau, et M. Hewetson, vice-consul d'Angleterre. Edouard VII est reparti à trois heures, en automobile, pour Biarritz, en annonçant qu'il reviendrait prochainement. — A.

Petite Chronique des Lettres

M. Henri Duvernois ne s'endort pas sur les lauriers que lui décernèrent les Quarante-cinq, après *Popotte* au gentil succès et la triomphante *Crapotte*, il nous offre aujourd'hui un nouveau roman : *Le Mari de la couturière*, son cinquième volume, — et il n'a pas trente ans. J'aime, jusque dans ses erreurs, cette ardeur féconde à la « production », comme disent dédaigneusement ceux qui en sont incapables et dont le génie est d'autant moins discutable qu'il ne se manifeste pas ; M. Duvernois n'est pas de ceux-là, il ne fait pas parler de son génie, il se contente d'avoir beaucoup de talent et de le prouver : c'est une belle carrière qui s'ouvre, et on est heureux d'avoir été des premiers à la pressentir et à la saluer.

Un écrivain si heureusement parti et si bien doué devrait voir la vie en rose ! Mais il n'en est rien : M. Henri Duvernois est un pessimiste, il y a toujours dans ses romans de la tristesse et du désenchantement. Vraiment, l'humanité de ce romancier n'est pas belle, et le rôle que dans son dernier roman il attribue aux hommes est tout de même un peu poussé au noir : « le mari de la couturière », Gilles Reynould, sorte de rufian d'une massive beauté, aux mains fines, aux ongles polis et sans cesse repolés et qui vit dans une honnête paresse du labeur de sa femme, n'est point, dans ce livre, une exception, tous les habitants du petit café Vilbert, « bourgeois rancés dans l'oisiveté », M. de Préjannes, le gentilhomme pochard, dont la femme, née de Monthuron, est devenue piqueuse de bottines, Lochar, le marchand de quatre-saisons, qui laisse tranquillement pousser la petite voiture par son épouse, et tous les autres, sont de vils exploiters de femmes, profondément inconscients, d'ailleurs, de leur infamie, — et Marcel Landrieu, lui-même, le héros du livre, que son ardeur au travail, son ambition, défendent contre ces vilénies, mérite de prendre place parmi eux : « il possède, nous dit l'auteur, cette admirable raison méridionale qui n'empêche ni l'enthousiasme, ni la pitié, ni l'amour des grandes choses, ni même la générosité, mais atténue de vérité pratique les sentiments et les passions ; son âme est éclairée par un soleil froid », et le résultat c'est que, délaissant la douce Madeleine dont la grâce triste l'avait attiré, mais qui pourrait engendrer son existence, il épouse bien sagement la plate et incolore Suzanne qui lui apporte de la for-

tune et de l'influence ; c'est le personnage sympathique du livre, jugez des autres ! C'est tout de même un peu bien sévère pour les pauvres hommes et, malgré le souci d'observation aiguë et pénétrante qu'affiche le romancier, ce n'est pas très juste ; mais le livre est si amusant, si vif, si émouvant, les figures de la douce victime, Madeleine, et de sa fille Guite, la précoce révoltée, sont si touchantes et si vivantes, qu'on se laisse aller à l'agrément de cette lecture et qu'on ne songe à faire grief à M. Duvernois que le livre une fois fermé. Il est trop tard, le romancier a déjà remporté la victoire.

M. Hugues Lapaire à qui nous devons déjà les émotions et l'angoisse du *Far-deau* et de *L'Épervier* cultive décidément la manière aigre et forte. Dans le roman qu'il publie cette semaine chez Calmann-Lévy sous le titre *Les Accapareurs*, il nous montre aux prises deux bandes de corbeaux rapaces dont Henri Becque eût aimé le spectacle. Ces accapareurs ce sont les époux Molin, couple de paysans retors et brutaux, et d'autre part, le ménage Rollet, plus policé, plus raffiné, d'une enveloppante canallerie ; l'accaparement n'est guère plus intéressant, c'est un certain baron Durosier, vicillard égoïste, au cœur sec, à l'esprit délié et qui nous apparaît tout de suite de taille à lutter contre ces corbeaux et à les rouler, et c'est bien ce qui arrive au dénouement du livre, où les couples ennemis sont unis dans une même déception, mais non sans que leur astuce et leur perfidie aient fait une lamentable victime en la personne du neveu de Durosier, livré à la mort par leur implacable convoitise. Ce roman pourrait être banal. M. Hugues Lapaire en a fait une œuvre saisissante, écrite dans un style rude et original, semée d'observations curieuses et aigües, animée de haïdes et typiques figures qui se détachent en noir sur la calme, sereine et vaste beauté de la nature.

Mieux vaut amour. C'est la devise de Pierre Darfeuille, un très gentil garçon fort convenablement doué sous tous les rapports et qui a donné pour but à son activité méthodique, ingénieuse, avertie, de rechercher l'amour ; malgré de nombreux essais suffisamment loyaux, il ne le trouve pas ; c'est que, en effet, on ne rencontre pas l'amour comme cela, en employant une vie oisive à le rechercher ; le vrai amour s'impose brusquement, terriblement, et sans vous laisser le temps ni le moyen de raisonner sur la meilleure manière de l'accueillir et de le traiter.

Telle est sans doute la morale qui se dégage du joli roman publié par M. Gaston Cronier chez Fasquelle, à supposer qu'il soit nécessaire de tirer une morale des immorales et lestes petites aventures dont Pierre Darfeuille est le héros souriant, jamais meurtri ; elles sont contées, ces aventures, avec une aisance, une verve, une bonne grâce tout à fait délicieuses, et nous retrouvons sûrement M. Cronier dont cette œuvre est, je crois bien, le début.

Il ne faut pas subtiliser avec l'amour : cette leçon qui, à mon sens, se dégage du jovial roman de M. Cronier, ressort tragiquement du livre que M. Jean Morgan a publié chez Plon, sous le titre : *La Dupe*. Claude Mallet, le brillant romancier, pour qui l'amour fut toujours un jeu charmant, fertile en aventures agréables, en études judicieuses et séduisantes, voire même en succès littéraires, rencontre un jour sur son chemin, en la personne de Mme de Gerville, l'amour vrai, celui de la compagnie d'élection qui se donne tout entier, éperdument. Il l'aime aussi, mais à sa manière : et il paraît que ce n'est pas la bonne, car Mme de Gerville éprouve auprès de l'étre aimé une telle déception qu'elle se laisse glisser dans la mort. C'est une douleur atroce pour son bourgeois involontaire amoureux qui, renseigné, sur le véritable et simple amour, ce psychologue trop compliqué ; douleur qui, le craint bien, ne durera pas, car déjà Claude Mallet raisonne trop finement lorsqu'il constate qu'il a été la « dupe » — et « elle » donc ! — et que son scepticisme dogmatique est vaincu. Le roman est intéressant, bien conduit ; c'est le meilleur qu'il ait jusqu'ici produit. M. Jean Morgan, dont j'ai signalé déjà plusieurs œuvres avec sympathie,

Les nouvelles réunies par M. Georges Normandy sous le titre *Potins et Pantins*

de la Riviera sont du genre cynique, et l'auteur exagère lorsqu'il nous parle de « mœurs contemporaines » à propos de ces vilaines aventures, d'ailleurs lestement contées.

Parmi les autres romans de la semaine, je signalerai : *La Cité qui tue*, un roman de M. Paul Pourcel ; *Mariages nouveaux*, de M. Claude Rénai ; une nouvelle édition de l'aimable livre de Pierre Valdagne, *les Femmes charmantes* ; *la Force cachée*, de M. Jean Thierry ; *le Drame du Korosko*, de Conan Doyle, traduit par M. Henry Evie.

Enfin, on nous annonce pour un jour très prochain l'apparition d'un roman inédit de Taine, *Etienne Mayran*, dont la *Revue des Deux Mondes* a commencé ces jours-ci la publication. Une étonnante introduction de Paul Bourget précise l'intérêt de ce roman qui fut composé par le grand écrivain aux environs de 1861, alors qu'il était âgé de trente ans ; c'est, à n'en pas douter, une autobiographie de l'auteur, et le roman nous fait connaître le milieu, aujourd'hui disparu, où Taine passa son adolescence et sa première jeunesse et dans lequel il a commencé à penser.

HISTOIRE, POLITIQUE, LIVRES DIVERS. — La Librairie Plon publie une nouvelle édition des *Mémoires de Mme la duchesse de Gontaut*, gouvernante des Enfants de France pendant la Restauration, — 1773 à 1836. Ces deux tomes disent assez l'intérêt que peuvent avoir ces mémoires écrits par une aïeule : la Révolution, l'émigration, l'Empire, la Restauration ont passé par là, et ces grands événements, la duchesse de Gontaut les vit de près, elle y fut mêlée intimement. Aussi que d'anecdotes piquantes, que de détails émouvants dans ces souvenirs écrits par une femme de quatre-vingts ans, au soir d'une longue vie si mouvementée ! Un intérêt nouveau s'attache aujourd'hui à ces mémoires, parce que sur un long parcours ils cheminent côte à côte avec les fameux *Récits d'une tante*, de Mme de Boigne, et rien n'est amusant et instructif comme de confronter leurs récits d'une même aventure, leurs jugements sur un même événement.

M. Louis Colin publie un recueil des *Pages effeuillées* de 1870 à 1909 ; le lieutenant Lucien de Chilly nous présente le *premier ministre constitutionnel de la guerre* : *La Tour du Pin*. Les *origines de l'armée nouvelle sous la Constitution* ; M. Henri Boucher poursuit la publication de ses si captivants *Souvenirs d'un Parisien* en un volume qui va de 1853 à 1892 ; M. Léopold Lacour exalte la Révolution française dans un volume préfacé par M. Aulard, qu'il intitule : *la Révolution française et ses détracteurs d'aujourd'hui*.

Histoire hélas ! très contemporaine, voici le volume publié par M. Charles Humbert, sénateur, sous le titre : *la Flotte fantôme, Ni bateaux, ni canons, ni obus*. Tel est, suivant M. Humbert, le bilan de la marine française en l'an de grâce 1909, et il nous le démontre en un volume rempli de documents, de faits et de chiffres commentés avec éloquence et sans découragement, car M. Humbert n'est point un pessimiste, et s'il pousse le cri d'alarme, ce n'est point pour le vain plaisir de montrer qu'il sait, c'est pour nous mettre en garde et pour indiquer, à côté des maux qu'il dénonce, les remèdes nécessaires.

M. Henri Maitre, qui appartient aux services civils d'Indo-Chine, publie chez Plon un volume sur les *Régions Moï du Sud indo-chinois*, tout plein de renseignements utiles sur un pays que nous connaissons si peu, bien que nous nous flattions de le posséder, et d'anecdotes pittoresques et parfois un peu effrayantes sur ces Moïs considérés comme des barbares par les Laotiens eux-mêmes, et Dieu sait...

Puis, c'est au hasard de la politique, de la science, de la poésie, une plaquette rédigée sans violence mais avec beaucoup de force par M. François Albert, agrégé de l'Université, les *Unités et le gouvernement de M. Clemenceau* ou l'auteur explique « ce fait évident que le socialisme tourne chaque jour plus exclusivement à l'anticléricalisme » ; une étude de M. René Deschamps sur *Flaubert*, — « sa vie, son caractère, ses idées avant 1857 » ; la cinquante-deuxième année de la publication de *l'Année scientifique et industrielle*, fondée par Louis Figuier et si brillamment continuée par M. Emile Gautier ; un très intéressant volume publié, *Pour l'aviation*, par MM. d'Estour-

nelles de Constant, Painlevé, le commandant Boutteux et divers collaborateurs, copieusement illustré d'amusantes et instructives images et préfacé éloquentement par M. d'Estournelles de Constant, qui salue l'aviation parce qu'elle « élargit l'horizon des peuples, leur découvre la supériorité de la science, leur fait comprendre qu'il n'existera jamais trop de nationalités diverses pour aboutir au bien-être d'une seule découverte » ; les *Contes et Nouvelles*, d'Alfred de Musset, publiés dans la belle édition entreprise par Alphonse Lemerre ; les *Retrouvailles*, poésies curieuses, ardentes et tourmentées, que leur auteur, M. Charles-Adolphe Cantacuzène, qualifie modestement de « pierres à peine précieuses » ; les *Léviérs*, poèmes et sonnets au rythme harmonieux, à la rime heureuse et originale, consacrés par M. Léo Lups à ces splendides bêtes hiéroglyphiques, — car le titre du livre indique bien réellement son unique sujet : le fait est assez rare pour qu'on le signale. M. J.-A. Nau a écrit pour ces poèmes une belle préface, où il vante la forme du poète, toujours variée, « toujours délicatement et précieusement ornée, qui enserme d'or souple et de joyaux comme fluides les sujets qu'il lui plaît d'évoquer ».

Et c'est enfin la très belle, très courageuse et très puissante pièce de M. Henry Bernstein : *Israël* ; une utile et intéressante plaquette : *la Marche et la Pratique du tourisme à pied*, où M. Bernard d'Altanoux apprend aux Parisiens combien il est bon et nécessaire de marcher, d'aller à pied, d'exécuter cet acte à la portée de tout être valide, et que l'omnibus, le tramway, l'autobus, le métro, l'auto, que sais-je encore ! sont tout bonnement en train de nous faire oublier, pour notre plus grand dommage.

Ph-Emmanuel Glaser.

LES REVUES. — A signaler les deux premiers numéros d'une nouvelle revue historique, *Feuilles d'histoire*, du dix-septième au vingtième siècle, publiée sous la direction de M. Arthur Chuquet, membre de l'Institut, et où l'on se propose de réunir au jour le jour des documents anecdotiques du plus vif intérêt.

LA JOURNÉE

Le Parlement. — A la Chambre, interpellations sur la grève des postes, télégraphes et téléphones. — Au Sénat, projets divers.

Assemblée générale. — Le Syndicat de la Presse parisienne, assemblée annuelle (37, rue de Châteaudun, 4 heures). — La Société des ingénieurs civils de France : communications diverses (19, rue Blanche, 8 h. 3/4). — La Société philanthropique (Aisne, Oise et Somme), réunion suivie d'une conférence (1, rue Papin, 8 h. 1/2).

Exposition. — A la Galerie Georges Petit, 8, rue de Sèze, exposition des paysages, natures mortes et figures décoratives de F. Picabia.

Cours et conférences. — Institut catholique, 19, rue d'Assas : M. Virey : « Religion des anciens Egyptiens » (5 h. 1/4).

Au Lycée, 28, rue de la Bienfaisance : « Œuvres de Mme A. de Polignac » (4 h. 3/4). M. Henry Roujon, de l'Institut : « Rembrandt » (Musée du soir du Petit Palais, 8 h. 1/2). — Le P. Terrade : « Deux lecteurs de Dante : Adolphe Retté et Josephin Peladan » (Cercle du Luxembourg, 18, rue du Luxembourg, 8 heures). — M. Marcelin Boule : « L'œuvre scientifique d'Albert Gaudry » (Muséum, 8 heures). — M. le docteur W. Palazot : « Le Charlatanisme médical en spécialité » (157, boulevard Saint-Germain, 8 h. 1/2). — M. le chanoine Bernard Gaudreau : « La Morale de l'Évolution sans Dieu » (Saint-Pierre du Gros-Cailhon, 8 h. 1/2).

Informations

Un duel. — A la suite d'un article paru dans le *Petit Var*, une rencontre à l'épée a eu lieu hier à Toulon, entre MM. Jean Dastasta, directeur du *Petit Var*, et Gérard-Richard, directeur de *Paris-Journal*. L'un des blessés a été légèrement blessé à la figure et à la cuisse.

La Beauté. — Une fois belle que toutes, c'est le rêve de toute femme élégante ; sachez donc, madame, que le chapeau Amiel embellit, 25, rue Royale.

AFFAIRES MILITAIRES

Ecole de guerre. — L'officier reçoit le premier cette année est le lieutenant Voruz, du 6^e d'artillerie, des batteries de la 6^e division de cavalerie à Lyon.

Il est à signaler que cet officier sort du

rang et que c'est la première fois qu'un candidat de cette origine arrive en tête.

Le lieutenant Voruz est né en 1874 et est lieutenant du mois d'avril 1901.

Etat-major de l'armée. — Le général de brigade Hotz, disponible, est placé dans la 2^e section (réserve) du cadre de l'état-major général de l'armée.

Gazette des Tribunaux

TRIBUNAL CIVIL (1^{re} Chambre) : Le procès de *Monna Vanna*.

M. le substitut Matter a, hier, donné ses conclusions dans le procès intenté par M. Maurice Maeterlinck à M. F. F. et à MM. Messager et Broussan. Ces conclusions sont entièrement favorables à la thèse du compositeur et des directeurs de l'Opéra.

L'avocat de la République estime tout d'abord que le contrat passé entre les auteurs et M. Heugel contient une cession, un abandon complet de la propriété de *Monna Vanna*. M. Heugel seul aurait qualité pour traiter avec les directeurs de théâtre pour la représentation de l'œuvre. Entre les deux collaborateurs, d'ailleurs, nulle convention, nul contrat indiquant que la pièce était destinée exclusivement à l'Opéra-Comique. Elle était destinée tout simplement à la représentation, au mieux des intérêts communs.

La représentation de l'œuvre, tel est, en effet, le seul but de la collaboration. Que doit faire un Tribunal, dit M. le substitut, lorsqu'il naît des difficultés entre les deux auteurs ? Ils sont tous deux copropriétaires de l'œuvre commune, mais le Code ne régit pas cette propriété toute spéciale. Les querelles entre associés sont tranchées par le Tribunal ; pourquoi n'en serait-il pas de même pour cette société littéraire qui s'appelle la collaboration ? Sont-ils égaux, au surplus, ces deux collaborateurs, lorsqu'il s'agit d'une œuvre musicale ? El M. Matter cite un mot pittoresque de Meyerbeer qui, pour lui, résume la question : « Un bon livret assure le succès de la première, mais la partition conduit à la centième. »

Pourquoi le Tribunal ne brancherait-il pas des querelles littéraires, alors qu'il décide du sort, de la vie même des enfants que des plaideurs acharnés se disputent ? « Cela est bien plus grave que de savoir si *Monna Vanna* continuera à être jouée à l'Opéra », dit M. Matter. Et M. le substitut conclut en ajoutant :

M. Maeterlinck perdra son procès. Il prendra sa revanche. Quoi une fois encore il nous emporte dans le monde des rêves et des pensées subtiles. Qu'en pense *Princesse Maline* ou une délicieuse *Astolaine* nous charme et nous émeut, qu'une nouvelle *Monna Vanna* nous séduise, ce procès, M. Maeterlinck est sûr de le gagner, et, avec lui, c'est le public lettré qui tout entier y gagnera.

Le Tribunal a remis à huitaine le prononcé du jugement.

Georges Claretie.

Nouvelles Diverses

AVIS AUX MAÎTRESSES DE MAISON

Si votre éclairage au gaz vous donne des ennuis, si la lumière n'est pas régulière, adressez-vous de suite au Service d'abonnements d'éclairage de la Société du Bec Auer, 21, rue Saint-Fargeau.

Un inspecteur viendra aussitôt vous voir et vous expliquera que moyennant un abonnement des plus réduits vous pourrez faire entretenir tous vos becs en parfait état de fonctionnement et avoir ainsi la lumière parfaite, une des joies de la maison.

LES PROTESTATIONS D'ASNIÈRES

Asnières continue, comme nous l'avons déjà dit, à protester contre le projet de l'Assistance publique tendant à créer au centre de cette localité une « maison de répression » pour jeunes filles mineures.

Un meeting a été tenu hier au gymnase municipal, au cours duquel il a été décidé qu'un vaste pétitionnement serait organisé. Les protestataires font appel à tous les corps élus, les invitant à réclamer par tous les moyens possibles auprès du ministre de l'intérieur « le retrait d'un projet qui, s'il était mis à exécution, porterait le plus grand préjudice au développement de la ville d'Asnières ».

ACCIDENT

Avenue du Bois-de-Boulogne, à la hauteur du numéro 45, un homme, âgé de trente-cinq ans environ, et que l'on croit être un cocher de grande remise, a été renversé par un tili-bur appartenant à M. Fraizier, marchand de chevaux.

L'inconnu a été tué sur le coup.

Jean de Paris.

TÉLÉGRAMMES & CORRESPONDANCES

Suicide d'un juge

Château-Thierry. — Un juge au Tribunal, jeune encore, M. Ury, quarante-six ans, s'est suicidé, cette nuit, à son domicile, en se tirant un coup de revolver dans la bouche.

Il siégeait encore hier à l'audience civile.

Une épidémie de méningite

Brest. — Cinq cas de méningite cérébro-spinale, dont un mortel, viennent de se produire à Brest et aux environs.

Au *Borda*, qui avait été isolé en rade à cause d'une épidémie de grippe qui y sévissait, tous les élèves ont été licenciés aujourd'hui.

Les grèves de Mazamet

Mazamet. — Les grévistes ont tenu dans l'après-midi hier et hier soir plusieurs réunions. Après la réunion de huit heures, à la sortie de laquelle on redoutait des incidents, des précautions ont été prises qui n'ont cependant pas pu empêcher certaines bagarres. Ces bagarres se sont produites de nouveau ce matin, à la suite desquelles les sept grévistes hommes et une femme gréviste viennent d'être arrêtés et conduits à la chambre de sûreté, d'où ils seront conduits à Castres ce soir sous l'inculpation de violences contre la gendarmerie.

Dans l'après-midi l'excitation a augmenté et les événements semblent se précipiter. Les grévistes ont arrêté les charrettes d'une usine et ils ont éventré les balles de laine, une ouvrière a été battue et déshabillée. Sur un autre point, le cadavre d'une détentrice sur trois mètres ; des pierres jetées contre des patrons ont légèrement blessé trois gendarmes.

Le préfet est arrivé et la garde de toutes les usines a été organisée avec le concours de gendarmes, de dragons et de hussards.

Six conseillers municipaux républicains radicaux viennent de donner leur démission. Cette décision est vivement commentée par la population.

Une grève imprévue

Boulogne-sur-Mer. — Trois cents marins se trouvant sans embarquement demandent aux armateurs d'armer les bateaux désarmés et de remettre l'effectif de leurs équipages au chiffre qu'il avait avant le 4^e février. Les armateurs promettent satisfaction avant le 1^{er} avril. N'importe, après une réunion à la Bourse du travail, présidée par M. Fortin, du Havre, la grève générale a été proclamée et les marins se sont répandus au jour'hui sur les quais, invitant leurs camarades restés à bord à se mettre en grève.

Vingt-quatre gendarmes et un cordon du 8^e de ligne protègent, sur les quais, le déchargement du poisson et l'embarquement du charbon et de la glace à bord des chalutiers. Cet après-midi un gréviste, nommé Face, a fait choir d'une voiture plusieurs sacs de charbon. Un autre, Pannequin, a jeté une pierre sur M. Tristan, capitaine de gendarmerie ; ils ont été arrêtés. Ce soir, une nouvelle réunion a lieu à la Bourse du travail.

Argus.

AVIS DIVERS

Ne vous laissez pas tromper : L'Eau dentifrice de Botot, si estimée par les vraies Parisiennes, n'a pas besoin de grosse réclame. C'est la meilleure et la seule approuvée par l'Académie de Médecine de Paris. (Poudre, Pâte et Savon dentifrices.)

A LA BELLE JARDINIÈRE

Les Samedis 20, Lundi 22, Mardi 23 mars, Grande mise en Vente des *Compléments Veston d'été*, pour Hommes et Jeunes Gens. (Voir aux annonces.)

NOUVEAUX, GÉRÉCÉS PRÉVENUS ou détruits par la *PATE DES PRELATS*, *Parfums Étoilés*, 35, r. du 4-Sept. Eviter contrefaçon.

DIPORE à l'Acide phénique du Doct. DÉCLAT, contre Grippe, Toux, Rhumes, Influenza, etc.

LES THÉÂTRES

Théâtre Michel : *La Secousse*, fantaisie en un acte de M. Paul Franck ; *Plumecock et Poliwski*, opérette en un acte de MM. Maurice de Féraudy et Félix Pugel.

M. Michel Mortier réajustait son programme avec deux agréables piécettes qui accompagneront, sur l'affiche, la spirituelle comédie de Tristan Bernard, *le Poulailler*, dont cent vingt-cinq représentations n'ont pas épuisé le succès.

Au théâtre Michel, la *Secousse*, que l'auteur présente sous le titre innocent de « fantaisie », est une scène extrêmement monotone de ton où le dialogue est réduit au strict minimum et dont toute la signification est dans les gestes et les attitudes. On y voit une fille, subtile et sûre de son art, aiguillonner le désir d'un grand seigneur fatigué, en exécutant devant l'Altesse royale des danses lascives qui eussent honoré les dionysiaques. Mlle Trouhanova a tenu ce rôle

avec une autorité magistrale, mêlant à la coquetterie aguicheuse d'une courtisane la fureur sacrée d'une bacchante. On a applaudi cette belle païenne d'une perversité si moderne.

Plumecock et Poliwski est une œuvre d'une corruption moins magnétique, qui rentre dans l'adultère courant. M. Maurice de Féraudy et Félix Pugel ont repris, dans leur opérette, le thème classique que les maîtres du genre développèrent, dans la *Belle Hélène*, en des couplets fameux :

Un mari sage
Part en voyage...

M. Plumecock est un bon Belge dont la femme est amoureuse d'un tzigane et qui, rentrant inopinément chez lui, comme Ménélas, trouve le don Juan à brandebourgs, l'illustre Poliwski, installé dans son cabinet en compagnie de la bonne. On devine que cette domesticité sacrifiée ainsi sa réputation à l'honneur de sa maîtresse, dérangée dans le plus galant des têtes-à-tête. Ce geste et joyeux vaudeville, dont M. Maurice de Féraudy embrouilla puis débrouilla l'intrigue d'une main habile et légère, est délicieusement interprété par Mlle Arlette Dorgère qui, grâce, le charme et l'esprit mêmes. M. Hardoux montre beaucoup de rondeur cordiale dans le personnage de Plumecock et Mlle Léo Renn est la plus délicate des petites bonnes. On a apprécié, dans le rôle de Poliwski, M. Harry-Baur, qui a composé une silhouette particulièrement pittoresque et divertissante, du tzigane habillé aux déclarations d'amour et aux petits cadeaux.

Francis Chevasu.

La Fête du "Poulailler"

Une fête de centième, organisée par M. Michel Mortier, devait nécessairement être quelque chose de rare, de curieux et d'indéfini, car le directeur du théâtre Michel a horreur du déjà-vu ; il lui faut du nouveau, n'en fait-il plus au monde, et son cerveau inventif aime particulièrement les choses réputées impossibles. Aussi les privilèges conviés à la fête organisée avant-hier pour célébrer la 125^e représentation du *Poulailler* — car cette fête de 100^e est lieu, première originalité, le soir de la 125^e — furent-ils émerveillés et ravis, mais pas étonnés ; car leur seul étonnement serait que Michel Mortier cessât de les surprendre.

Et vraiment ils eurent le régal d'une fête incomparable de gaieté, de faste et de bonne grâce, qui, commencée au théâtre, où l'on donnait, après le triomphe du *Poulailler*, la répétition générale de deux pièces nouvelles, se continua dans les salons du restaurant Laro, fermé pour une nuit au grand public et dont les portes d'ailleurs n'avaient point à s'ouvrir, puisque tout Paris s'y trouvait réuni dans un joyeux souper.

Tous les spectateurs d'avant-hier avaient été conviés à la fête et, dès la fin de la représentation, une file interminable d'autos frentes pour la circonstance étaient venues les prendre pour les conduire rapidement et confortablement au restaurant. Un directeur invitant à souper tout son public ! voilà qui n'est pas banal. M. Michel Mortier a estimé que c'était juste et qu'il était logique de convier à l'une de ces fêtes si recherchées, celui-là même qui les rend possibles, celui qui fait le succès des pièces et la fortune des directeurs, le Public. C'est très simple, comme on voit, mais il fallait y penser. Avouons que cette originale initiative était singulièrement facilitée à M. Mortier par la connaissance qu'il a de son public ; le malin directeur savait bien qu'en invitant ses spectateurs à souper, il aurait pour hôtes toutes les notabilités mondaines de Paris.

Et son attente ne fut pas déçue. Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

Le coup d'œil qu'offrait l'avant-dernière nuit le restaurant Laro était féérique. Groupés au hasard des sympathies autour de petites tables luxueusement servies, jonchées de fleurs, inondées de lumière, et y avait là les plus jolies femmes de Paris, les personnalités les plus connues du monde des arts, des lettres et de la finance.

Des noms ? Il faudrait les citer tous. Voici cependant :

Baron Henri de Rothschild, baron Levassour, due Decazes, baron de Knyff, comtesse de Dinesco, baron Théry, M. Thors, M. Deutsch de la Meurthe, M. et Mme Marc Varenne, comte de Chavagnat, MM. Jean Pablo Echagüe, Romain Coolus, Mme Daschhoff, M. et Mme Leroy-Dupré, M. et Mme Georges Menier, MM. Adrien Hébrard, le comte de la Mazelière, M. et Mme Alexandre Natanson, M. et Mme Fred Natanson, M. le Bary, M. d'Orliat, docteur Saint-Ges, M. et Mme Edmond Porgès, M. et Mme Japy de Beaucourt, M. et Mme Paul Strauss, M. et Mme Lazare Weiller, M. et Mme Marcel Ballot.

M. et Mme Paul Boyer, Mme Sam Aron, Mme Emile Philippi, MM. Altmann, chambellan de l'empereur de Russie, Pedro Gailhard, Armand Lévy, Henry Bernstein, G.-A. de Caillavet, docteur de Fontaubert.

Parmi les artistes : Mmes Alice Bonheur, Louise Balthy, Marie-Louise Faury, Maracé, Jane Dirys, Renée Desprez, Betty Dausmond, et les pensionnaires du théâtre Michel : Mmes Thomassin, Margil, Trouhanova, Arlette Dorgère, Leo Renn, Mario Calvill, etc., etc.

Et que d'oublis dans cette rapide énumération ! Une gaieté charmante anima ce souper, exquis régal de gourmets ; de table à table les joyeux propos s'échangeaient, cependant qu'un orchestre excellent jouait des valse langoureuses et des marches indiennes et que Michel Mortier, maître de maison affable et cordial, après avoir dit un mot aimable à chacun de ses invités, assistait, étendu et ravi, à l'apothéose de son joli théâtre. En face de lui Tristan Bernard, l'autre triomphateur, semblait se dissimuler timidement derrière sa barbe noire et paraissait tout à la fois ému et un peu gêné par l'explosion bruyante et cordiale des sympathies qui l'entouraient.

Pas de toasts. Cela eût été trop solennel au cours d'une fête dont le faste de suprême élégance se fit si bon enfant. Simplement, au moment du champagne, une foule d'accolades de cotillon célébrant les poules, les œufs et le poulailler firent leur apparition et jetèrent une animation débordante de verve et de bonne humeur dans les salons, où des visites, bientôt rendues, s'échangeaient de table à table.

Puis, comme il y avait là beaucoup de femmes jolies, beaucoup de bons valseurs et un orchestre excellent, des danses s'organisèrent qui terminèrent brillamment une fête vraiment unique.

Et M. Michel Mortier peut être heureux. Après nous avoir prouvé si souvent qu'il sait comme personne organiser des premières, il vient d'établir qu'il était maître en l'art de fêter les centimes. Il y prendra goût, nous aussi, et son public a été trop content pour ne pas l'y aider

